



11e FORO de Biarritz

Rencontres Europe Amérique latine

4 et 5 novembre 2010

Synthèses¹

Séances d'ouverture et de clôture
Conférences-débats
Sessions plénières

"Relations UE-AL : où en sommes-nous ? Où allons-nous ?"

¹ Synthèses préparées par les étudiants de l'IAE de Bayonne.

4 novembre 2010

Intervenants :

Didier BOROTRA, Sénateur Maire de Biarritz, Président du Foro (Mot de bienvenue)

Patxi Lopez, Lehendakari (Euzkadi- Espagne)

German Jaramillo, Représentant spécial d'Enrique Garcia, Président de la CAF, directeur Europe

Federico MAYOR, Ancien Directeur Général UNESCO (Espagne)

Benita FERRERO-WALDNER, Ancien Commissaire Européen (Autriche)

Enrique IGLESIAS, Secrétaire Général Ibéro-Américain (SEGIB)

Lourdes ARANDA BEZAURY, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères (Mexique)

Pierre LELLOUCHE, Secrétaire d'Etat aux Affaires Européennes (France)

Javier ROJO, Président du Sénat Espagnol

Gérard Larcher, Président du Sénat Français

Le 11^{ème} Foro a été inauguré par Monsieur Didier Borotra, Sénateur et Maire de Biarritz (Président du Foro).

Alberto PELAEZ, correspondant de Televisa (Espagne), rappelle les objectifs du Foro, les lieux des anciens Foro et annonce les différents participants.

Durant cette intervention, la citation suivante est utilisée « Gracias al trabajo de un hombre », afin de remercier d'une façon spéciale Monsieur Didier Borotra, le fondateur du CMEAL.

Le Foro est le fruit d'un travail soutenu depuis 1998. C'est aussi une véritable plateforme d'échanges et de réflexions regroupant l'Amérique latine et l'Europe.

Mot de Bienvenue de Mr Didier Borotra

« Bienvenue à nos amis latinos américains ». Ainsi commence le discours du président du CMEAL. Il remercie tous les participants.

Après un court rappel des éditions précédentes du Foro, Mr Borotra souligne la participation croissante du nombre d'intervenants. De plus, il ajoute que depuis sa création, l'organisation du Foro a évolué. Désormais, il s'articule en ateliers thématiques : économique, social et politique.

Le sénateur de Biarritz a tenu à rendre un vibrant hommage à l'ancien président Argentin, M. Kirchner, décédé le 30 octobre.

Patxi Lopez, Lehendakari (Euzkadi- Espagne)

« Es un honor asistir al Foro por la primera vez », déclare Monsieur Lopez au début de son discours. Il rappelle le contexte économique International actuel et les conséquences de la crise. Selon lui, il est important de faire des alliances hors de nos frontières. Il est vital d'intensifier le dialogue sur des points tels que le social, l'économie, la politique, l'innovation, le climat, les Droits de l'Homme entre Europe et l'Amérique Latine.

Outre tous les aspects de coopération qui en découle, cette alliance regroupe aussi des intérêts et objectifs communs. « No debemos dejar el mercado solo gobernar » dit-il : « *La politique doit agir pour mieux répartir les richesses* ».

La région basque espagnole est un grand territoire qui possède trois aéroports ainsi qu'un grand Port international (Bilbao). De plus, le Pays basque souhaite jouer un rôle en Amérique latine et s'investir davantage. Il pourrait être un pont entre l'Europe et L'Amérique Latine, non seulement en termes de trafic marchand mais aussi au niveau des droits et libertés.

Pierre LELLOUCHE, Secrétaire d'Etat aux Affaires Européennes (France)

« Le FORO est le résultat de l'implication de Monsieur Borotra....c'est un rendez vous incontournable entre l'Europe et l'Amérique Latine », déclare t-il. Il rappelle que la France et l'Amérique Latine ont une culture commune. De nombreuses valeurs et l'organisation des institutions latino-américaines sont influencées par les traditions françaises. Depuis le mandat présidentiel de Monsieur Sarkozy, la France a intensifié ses visites diplomatiques en Amérique Latine, ce qui n'était plus le cas depuis le Général de Gaulle. Cet intérêt français est dû à une prise de conscience. Cette zone est devenue un acteur international majeur et apparaît aujourd'hui comme un partenaire incontournable. De plus, c'est une nouvelle Amérique Latine qui s'impose depuis 10 ans. Elle est beaucoup plus stable, plus forte. La pauvreté a diminué et les efforts pour lutter contre les fléaux sociétaux se sont accrus. La présence dans le G20 de l'Argentine, du Brésil et du Mexique témoigne de cette tendance. Il faut également noter que le Chili a rejoint le Mexique dans l'OCDE. La Colombie joue, elle aussi un rôle important.

Le continent est ancré dans la mondialisation, de part ses relations avec les Etats-Unis, l'Asie, l'Europe mais aussi avec le monde Arabe.

Lors du Sommet de Madrid en avril dernier, l'UE a engagé des négociations avec le Mercosur qui n'ont pas pu aboutir à un accord suite à des divergences concernant l'agriculture.

Cependant, des accords ont été signés avec la Colombie et le Pérou. Les relations entre les deux blocs régionaux doivent s'intensifier notamment pour régler le problème du trafic de drogue. L'expression de cette coopération est illustrée par les grands chantiers qui seront abordés lors du G20, par le président Nicolas Sarkozy. Il s'agit, d'une part, d'une réforme du système monétaire et, d'autre part, de la stabilité du prix des matières premières, avec en point de mire une meilleure gouvernance mondiale.

German Jaramillo, Représentant Spécial d'Enrique Garcia, Président de la CAF, Directeur Europe

« *Antes América latina sufrió de la década perdida durante los años 80... Hoy, ella participa a la gobernanza global* » : « *La démocratie est présente dans toute l'Amérique Latine, ce qui lui permet de participer à la gouvernance mondiale* » exprime Monsieur JARAMILLO.

Comparé aux Etats Unis et à l'Europe, ce continent n'a pas subi de plein fouet les effets négatifs de la crise. Il n'a connu qu'une faible récession. Aujourd'hui, il est devenu le continent des opportunités. Pour ce faire, il a besoin d'investissements étrangers notamment pour favoriser l'innovation. Il est nécessaire d'approfondir les liens entre Union Européenne et Amérique latine afin de maintenir la stabilité macroéconomique actuelle. D'ailleurs, la CAF a la volonté de continuer à aider ces pays.

Federico MAYOR, Ancien Directeur Général UNESCO (Espagne)

« Monsieur Borotra, depuis longtemps, je suis vos efforts pour le renforcement des liens entre L'Europe et l'Amérique latine, et je dois vous rendre hommage » ainsi débute le discours de Federico Mayor. En tant qu'ancien Directeur Général de l'UNESCO, il souligne les traits communs au niveau culturel entre l'Europe et l'Amérique latine. Son analyse de la situation l'amène à conclure que les deux continents doivent renforcer leurs liens. « *Ambos tienen lecciones que dar y ambos tienen lecciones que aprender* ». Selon lui, quatre grands pouvoirs (armement, énergie, finances, média) se concentrent dans les mains de peu de personnes.

Il rappelle que la somme de 4 000 milliards de dollars est dépensée chaque jour pour l'armement. Comment récupérer ces armes qui sont en majorité détenues par des groupes non gouvernementaux ?

La question énergétique est incontournable. Il encourage les gouvernements à favoriser l'utilisation d'énergies moins polluantes que le pétrole. Il est de notre responsabilité vis-à-vis des générations futures de préserver l'environnement. « Hoy es posible regular este poder energético ».

L'économie dirigée par les marchés financiers des pays riches a connu ses limites en 2008, avec une crise sans précédent. Il faut une meilleure régulation multilatérale mondiale conjuguée à une disparition des paradis fiscaux.

La concentration de l'information pose le problème de l'indépendance. La presse n'est pas totalement libre dans tous les pays, il existe encore de la censure.

Il souligne que L'implication des femmes dans la sphère politique est le signe d'une amélioration sociétale.

Il est aussi crucial de garder les talents locaux.

Benita FERRERO-WALDNER, Ancien commissaire Européen (Autriche)

Désormais, le monde entier est tourné vers l'Amérique latine. Celle-ci est beaucoup plus autonome qu'à ses débuts, lors de la constitution des alliances stratégiques bilatérales régionales. Entre 1991 et 2008, le commerce bi-régional a doublé.

Avec le Traité de Lisbonne, l'UE a tenté de renforcer sa politique extérieure. Cependant, les pays d'Amérique latine restent marqués par de nombreuses différences. Chacun à sa propre politique, ses propres idéologies et ses propres intérêts. Pourtant, il faudrait travailler sur des objectifs communs (Energie, Innovation, Education, Migration...). Aussi, lors du sommet de Madrid, des accords ont été signés avec la Colombie, le Pérou, le Chili et avec les pays d'Amérique centrale.

Avec le Mercosur, cela a été plus complexe. La signature d'un accord avant la fin de l'année 2010 semble peu probable. La création de la fondation EUROLAT représente une avancée considérable dans les relations entre les deux continents.

Enrique IGLESIAS, Secrétaire Général Ibéro-Américain (SEGIB)

L'Europe est le premier partenaire de l'Amérique Latine en ce qui concerne l'aide pour le développement. Le modèle européen a beaucoup influencé les processus d'intégration en Amérique Latine.

Selon lui, l'Europe comme l'Amérique latine ont changé. L'Europe qui ne comptait à ses débuts que six membres, est composée actuellement de 27 pays. Quant à l'Amérique Latine, elle a signé plusieurs accords régionaux renforçant son pouvoir de négociation. La crise économique a démontré la réactivité des pays latino américains. Investir dans cette zone représente donc une des solutions pour sortir de la crise. Un nouvel ordre économique doit émerger dans lequel le Brésil, le Mexique et l'Argentine auront un rôle actif durant le G20.

Face aux grands défis mondiaux tels que le changement climatique ou la protection de l'environnement, l'Amérique latine a un très grand rôle à jouer dans la prise de décision et d'initiatives. Il est évident que le pouvoir économique doit être redistribué et ne doit plus être concentré comme il a pu l'être dans le passé.

Lourdes ARANDA BEZAURY, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères (Mexique)

« La pobreza y la desigualdad siguen siendo los desafíos en América latina ». Il faut renforcer les structures sociales des pays. L'intégration régionale est fondamentale pour le développement économique. Il est important de consolider la coopération bilatérale et internationale. Le Mexique a fêté son 50^{ème} anniversaire de collaboration avec l'Europe cette

année. Elle est son deuxième partenaire commercial, le premier étant les Etats Unis. L'Amérique latine ne pouvant s'exprimer d'une voix, elle connaît de nombreuses difficultés à concrétiser des accords avec L'Europe. Il est donc crucial de trouver un interlocuteur unique. Les relations entre les deux continents doivent s'intensifier.

Javier ROJO, Président du Senat Espagnol

Le Foro est un lieu d'échanges et de débats entre les deux continents. Le consensus et le dialogue sont les mots d'ordre, même si les avis peuvent diverger. L'espagnol devient une langue de plus en plus importante. La coopération entre l'Europe et l'Amérique Latine doit être maintenue. Ensemble, ces deux entités travaillent sur des questions telles que *les Droits de l'Homme* et la démocratie.

Le continent représente de belles perspectives futures. Il a pu montrer ses atouts en résistant à la crise de 2008, qui affecte encore d'autres pays. Le taux de croissance de l'Amérique latine en moyenne est de 6 % alors que celui de l'Europe sera au maximum de 2% dans les années à venir. Il faut noter aussi que les latino-américains possèdent d'importantes réserves en hydrocarbures, en eau et en matières premières. Ces pays doivent intégrer la gouvernance mondiale.

Gérard Larcher, président du Sénat Français

2010 est l'année du bicentenaire des indépendances en Amérique latine. Les démocraties de ces pays sont aujourd'hui mieux implantées. Monsieur Piñero s'exprime ainsi : « vos pays peuvent regarder l'avenir avec confiance ». Il rappelle ensuite que les atouts de l'Amérique latine sont un taux de croissance supérieur à 5%, des richesses naturelles abondantes, des réservoirs de biens rares (eau, terre, forêt). C'est une nouvelle Amérique Latine qui s'impose depuis les années 90.

Le trafic de drogue et le crime organisé sont des fléaux qui affaiblissent principalement les plus pauvres. La solution se trouve notamment dans des politiques sociales volontaristes, pour permettre aux jeunes d'avoir espoir dans un avenir meilleur.

Des blocs régionaux se sont formés et parlent d'une voix comme le Mercosur, le Groupe de Rio, la Communauté des Etats d'Amérique Latine et de la Caraïbe. Il faut éviter d'opposer les États-Unis et l'Europe car ils ont respectivement leur propre politique et leur propre mode de fonctionnement.

La voix des pays d'Amérique Latine est essentielle afin de redéfinir la gouvernance mondiale. La France a aussi un lien géographique avec ce continent car trois départements d'outre-mer se situent dans la Caraïbe (la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane). La construction du pont entre la Guyane et le Brésil est le symbole de ce rapprochement.

PRESENTATION DU DOCUMENT OFFICIEL DU 11^{ème} FORO DE BIARRITZ

Intervention d'Ernesto SAMPER PIZANO, Ancien Président de Colombie, Président de la Corporación Escenarios

Les trois grands thèmes (économique, politique et social) autour desquels s'organise ce 11^{ème} FORO permettront de faire le point sur les relations entre l'Union Européenne et l'Amérique Latine.

Il convient aujourd'hui de constater que l'Amérique Latine va bien, l'Europe se maintient, mais les relations UE/AL vont mal.

L'Amérique Latine traverse en effet une période faste grâce notamment à ses réserves stratégiques (pétrole, eau, biodiversité...). Ces vingt dernières années, deux grandes leçons ont été apprises : la stabilité macro-économique est le principal facteur de développement, et la capacité à fonctionner en démocratie représente une avancée majeure au niveau politique. La région semble donc aujourd'hui armée pour faire face aux grands défis globaux qui se présentent à elle.

En effet, si ces avancées ont fait de l'Amérique latine une région viable et visible, cette satisfaction ne peut faire oublier les échéances à venir.

Sur le plan économique, le défi le plus important concerne l'atteinte de meilleurs niveaux de productivité et de compétitivité au sein d'un programme de globalisation. Il est donc primordial pour l'Amérique Latine d'améliorer sa compétitivité en investissant davantage dans les infrastructures et dans les équipements scientifiques et technologiques, en haussant l'épargne et en développant des « Pactes fiscaux ».

Le travail à accomplir au niveau des gouvernements est avant tout lié à l'approfondissement de la légitimité des systèmes politiques, à travers des efforts accrus dans le domaine social pour réduire les niveaux d'inégalité persistants. En effet, l'Amérique Latine est aujourd'hui la zone la plus inégalitaire au monde et il semble donc primordial de mettre l'accent sur l'éducation, la mobilité sociale et la baisse de l'économie informelle. C'est en réduisant ses inégalités que la région résoudrait à court terme le problème du manque de légitimité de ses systèmes politiques. L'Amérique Latine doit être gouvernée de manière démocratique. Il est évident que cette aspiration n'est pas pleinement atteinte en raison de différents facteurs (insécurité, crime, corruption) qui affectent la capacité à gouverner des Etats. De plus, les politiques sociales des gouvernements (réduction du chômage, amélioration de la santé) ont un impact insuffisant.

C'est précisément dans ce contexte qu'il convient d'explorer les termes d'une « relation stratégique » nouvelle et actualisée entre l'Amérique latine et l'Europe.

Le Sommet de Madrid, en mai, dernier a souligné le peu d'intérêt de l'Amérique latine pour l'Europe et le rôle prépondérant du secteur privé comme lien entre les deux continents.

Il est aujourd'hui impératif de se référer à la rencontre qui a eu lieu à Madrid, et dont la déclaration, conjuguée aux actions prises par l'Europe, montre une amélioration de la perception mutuelle entre les deux blocs qui pourrait conduire à un approfondissement de la relation au niveau politique.

Lors du sommet, les échanges ont porté sur trois principaux sujets : commerce, coopération et migrations.

Les Européens ont toujours été enclins au libre échange mais les négociations avec la région Amérique latine et Caraïbes (ALC) étaient néanmoins embourbées pour différentes raisons. Le principal effort au cours du sommet a été précisément le travail visant à retirer la plupart des entraves afin d'améliorer le commerce intra-régional.

Plusieurs accords liés à la coopération ont été signés lors du sommet. Ceux-ci portent sur des questions vastes telles que la recherche, l'innovation et la technologie ; le développement durable et le changement climatique ; l'intégration régionale et la cohésion sociale.

Le sommet a également permis d'aborder des problématiques comme l'immigration et le chômage. La question de l'immigration demeure l'une des plus délicates entre les deux régions et elle se trouve aujourd'hui aggravée par la crise internationale et par une tendance à la criminalisation du phénomène migratoire.

Si plusieurs points positifs se dégagent de ce sommet de Madrid, trop de zones d'ombres subsistent quant à une réelle association stratégique entre l'Amérique latine et l'Europe.

Il apparaît clairement que l'Amérique latine ne fait pas partie des priorités de l'actuelle politique européenne, ni même de sa politique extérieure.

L'Europe ne sait que faire de l'Amérique latine et l'Amérique latine ne sait pas comment agir face à l'Europe.

Le développement d'une nouvelle association stratégique entre les deux régions pourrait représenter une avancée considérable pour réorienter de manière constructive une relation qui semble stagner depuis longtemps.

Si cela s'accompagne également de mécanismes concrets de coopération et que les sujets de discorde entre les deux régions, comme la question des migrants, sont abordés, cela pourrait contribuer à réactiver les relations bi-régionales sur des bases claires.

Pour parvenir à un tel objectif, il semble primordial que l'Amérique latine commence à parler d'une seule voix.

Cette association stratégique renforcerait également les relations avec les États-Unis. Ce nouveau mode de relation triangulaire serait basé sur le multilatéralisme et la coopération. M. Samper évoqua le concept de « triangle transatlantique ».

Pendant de nombreuses années, l'Europe a caché son échec politique par son succès économique, mais elle semble aujourd'hui en prise à une forme de léthargie qui contraste avec le dynamisme de régions comme l'Amérique Latine.

L'Amérique Latine, de son côté, se voit confrontée à cette question de l'unicité. Face à la somme des identités nationales, il semble pour l'instant difficile d'envisager une nation homogène. Pourtant, sans cette vision qui pourrait lui donner une véritable identité régionale face au reste du monde, sa présence internationale demeurera confuse et incertaine.

Le travail de rapprochement présente donc un intérêt aussi bien pour l'Europe que pour l'Amérique latine quant à leur projection internationale.

Intervention de Rafael TOVAR Y DE TERESA, Ambassadeur, ancien Président du Conseil National pour la Culture et les Arts, avocat et historien (Mexique)

Il est important aujourd'hui de savoir « qui nous avons été, qui nous sommes et où nous allons ».

Après avoir rappelé le lien étroit qu'a toujours entretenu l'Amérique latine avec l'Europe et plus particulièrement avec l'Espagne tout au long de son histoire, il semble que les relations entre les deux régions se soient peu à peu estompées. Il apparaît donc primordial aujourd'hui de renouer ce lien.

Le FORO doit permettre de poursuivre le dialogue entre Amérique Latine et Europe, en s'articulant autour de deux objectifs communs : l'éducation et la participation de chaque partie dans la reconnaissance de leur histoire commune.

.....

ÉCONOMIE : LES PROCESSUS D'INTÉGRATION DANS L'UNION EUROPÉENNE ET EN AMÉRIQUE LATINE.

Après la présentation des invités, Juan Pablo DELAIGLESIA, secrétaire aux affaires étrangères (Espagne) nous rappelle le contexte des relations entre l'UE et LAC. L'UE est le deuxième partenaire commercial de la région LAC et l'Espagne le premier pays européen. Il nous explique son analyse, à savoir qu'il y a une relation stratégique entre les deux parties, mais avec un stade différent de développement. En fait, en Amérique Latine, on distingue deux régions: la région Nord (Mexique) et la région Sud (MERCOSUR). Le Mexique et le Pérou sont à un stade de développement très différent. L'UE a donc un intérêt plus prononcé pour certains pays. La question régionale est cruciale parce que certains pays (Amérique centrale) sont toujours exclus de ce développement. Il est nécessaire d'institutionnaliser le système et d'élaborer un plan stratégique à long terme. Pour atteindre cet objectif, cela nécessite des initiatives communes, un plan régional durable et une réforme des institutions à l'échelle mondiale. De plus, la crise de 2008, a montré les limites des modèles européens et américains. L'Amérique Latine a-t-elle un nouveau modèle de développement à proposer pour le futur?

Les intervenants s'accordent à dire qu'il faut surmonter les divisions politiques qui existent. Il est nécessaire d'outrepasser cette vision politique unilatérale. On peut ainsi prendre l'exemple de la PAC. La relation entre les deux parties doit aller au-delà des gouvernements. Il faut repenser la question dans une perspective globale: les crises communes (alimentaire, financière...). Il faut apprendre à coopérer. Des pays comme la Chine et la Russie sont de plus en plus influents dans la région. Notamment, par le fait qu'ils ne mettent aucune condition sociale, environnementale... De plus, la fragmentation de l'Amérique Latine provient des nombreux accords avec l'UE parce que l'Amérique Latine n'a pas eu le temps de penser à sa propre intégration. Donc, pour surmonter cette division, il est nécessaire de trouver des intérêts communs qui ne sont pas seulement commerciaux. Les Européens peuvent apprendre de l'Amérique Latine, par exemple, de par la politique menée dans certains pays (Brésil).

Depuis quelques années, il y a un optimisme (processus de paix et de démocratisation accompagné d'une croissance économique) qui s'est retrouvé dans les interventions de la matinée, mais il convient de noter que si l'Amérique Latine s'en est mieux sortie lors de la crise de 2008-2009 que lors de toutes les crises passées, elle n'est pas restée en marge de cette crise. Mais les politiques menées par les gouvernements précédents ont aidé à passer la crise plus rapidement et avec moins d'impact que dans les pays riches. Les politiques nationales engagées ont ainsi permis de résister aux effets de la mondialisation.

Cet optimisme doit être relativisé (prix des matières premières élevées, investissements en hausse) parce que la plupart des erreurs politiques et sociales sont commises dans ce contexte d'essor économique : il y a une augmentation des dépenses publiques et une diminution des excédents budgétaires. Les pays d'Amérique Latine doivent donc bien veiller à ne pas trop se disperser.

Débat :

Le dernier Sommet qui a eu lieu à Madrid en Mai dernier démontre l'actuelle volonté de rapprochement de la part des dirigeants de l'Union Européenne et de l'Amérique Latine. En

effet, la plupart des hommes politiques pensent que ce type de réunion va permettre d'améliorer les relations entre ces pays. Malgré tout, il est important de bien consolider tous les rapprochements qui ont été fait auparavant. Pour cela, il est donc nécessaire de ne pas oublier l'aspect politique, impératif pour contribuer au processus d'intégration de l'Amérique Latine.

Cependant, il reste encore certains points sur lesquels les dirigeants doivent réfléchir pour parfaire leur relation.

Ainsi, par exemple, au sujet de l'immigration, d'après Philippe Cochet (député UMP), les décideurs politiques doivent appliquer une politique commune partagée pour que cela puisse fonctionner. Mais il reste difficile de mettre en place ce type d'accord car certains pays de l'Union Européenne (comme la France par exemple) sont des terres d'immigration, contrairement à la plupart de ceux d'Amérique Latine.

De plus, selon José Botafogo (Président du Centre Brésilien des Relations Internationales), il existe des différences géographiques et historiques entre les pays andins et le Brésil qui ne favorisent pas l'intégration économique et politique. Ainsi, contrairement aux autres pays d'Amérique Latine basés sur le modèle hispanique, le Brésil est basé sur le modèle portugais. Par conséquent, avant de réfléchir à une possible relation UE- Amérique Latine, il serait d'abord judicieux de considérer une intégration entre tous les pays d'Amérique Latine.

En outre, comme l'a justement fait remarquer José Botafogo, il n'y avait que deux Brésiliens présents lors de ce Foro. Il est donc difficile pour le Brésil de pouvoir concrètement participer aux débats entre l'Union Européenne et L'Amérique Latine, ce qui freine la progression des accords.

Par ailleurs, pour Gabriel Ortiz De Zevallos (Président Exécutif de APOYO Comunicación Corporativa), ou encore Alberto Padilla (Directeur du programme "Economía y Finanzas"), avant de penser à l'Union Européenne, l'Amérique Latine devrait déjà stabiliser son système économique afin d'accueillir des investissements directs étrangers. La question de l'éducation en Amérique Latine doit également impérativement être traitée, tout en tenant compte des différences de niveaux entre les pays.

Les relations entre l'Union Européenne et l'Amérique Latine semblent donc s'améliorer au fil des ans, mais certaines interrogations demeurent. Les dirigeants politiques doivent donc se mettre tous d'accord pour que l'Amérique Latine devienne véritablement un partenaire privilégié de l'Union Européenne.

GOVERNANCE ET DÉMOCRATIE EN AMÉRIQUE LATINE

Président Vicente Fox, ancien président du Mexique

Depuis les années 80-90, l'Amérique latine a connu une période de démocratisation. Les différents gouvernements ont entrepris de grandes réformes économiques. Les économies qui, jusqu'alors étaient tournées vers leur marché intérieur s'ouvrent à l'international. On constate également que la pauvreté diminue. L'Amérique latine connaît une forte croissance économique ces dix dernières années.

Quel a été l'impact de la crise sur l'Amérique latine ?

Le bilan pour le sous continent est positif. L'Amérique latine doit désormais penser à une politique économique régionale lui permettant de devenir plus compétitive.

Dans la vie politique latino américaine, trop de débats restent idéologiques. En revanche, la question de l'emploi, de l'accès à l'éducation, de la santé publique et de la sécurité intéressent réellement la population et exigent un meilleur suivi et une plus ample médiatisation des politiques publiques.

En Amérique latine, l'idée de démocratie est récente et elle nécessite une lutte constante pour la défendre et la conserver. Cette lutte passe par l'utilisation à bon escient des médias et par le débat public d'idées. Il est capital, dans cette optique d'éradiquer la pauvreté, de promouvoir l'éducation (en Amérique latine, seul 12% des jeunes sont diplômés), de réduire la violence et de réguler l'immigration, même si ce dernier thème reste un sujet sensible.

Alain Clutterbuck, Red de accion politica (Argentine)

Au cours de ce débat, le thème de la situation démocratique en Amérique latine et celui du défi d'une gestion plus transparente seront abordés.

En effet, dans un régime démocratique, la transparence est indispensable. L'Amérique latine lutte aujourd'hui pour implanter ce type de régime même si certains pays vivent sous le joug de dictatures ou dans la crainte de guérillas.

L'un des points majeurs du débat fut le financement des campagnes politiques qui doit être désolidarisé des groupes de pressions et lobbies.

Par ailleurs, un des enjeux indispensable pour l'Amérique latine est la mise en place de politiques sociales répondant aux attentes des populations en difficulté.

L'insécurité est un fléau en Amérique latine. Elle est omniprésente dans la plupart des pays. L'évolution du taux de criminalité est impressionnante. Ce contexte est peu propice au développement d'un système démocratique.

Débat :

Ted Piccone, Directeur Executif de « Democracy Coalition Projects » (Etats Unis)

De nombreux problèmes restent à résoudre dans cette région du monde, tels que la corruption, la faiblesse des partis politiques, la faiblesse du pouvoir judiciaire, etc. Chaque jour, la violence s'intensifie et reste un des grands défis à relever. En 2009, au Guatemala et au Honduras, le nombre d'homicides a été plus important que dans tous les pays de l'Union Européenne confondus. Alors, comment combattre ce fléau qui ravage l'Amérique latine ?

Il serait, par exemple, nécessaire de conjuguer les efforts pour instaurer un véritable État de droit.

L'Union européenne, en renforçant la surveillance aux frontières, peut entamer cette démarche. En effet, la majorité des consommateurs de drogues en provenance d'Amérique latine sont des européens. Par ailleurs, l'unilatéralisme américain, prôné par le Président Obama, ne va pas dans le sens d'un multilatéralisme nécessaire à l'écoute de chaque partie et à la recherche d'un consensus.

Ignacio Walker, Député, Président de la Démocratie Chrétienne (Chili)

Le défi à relever est l'instauration d'une démocratie représentative, du principe d'égalité, de la séparation des pouvoirs et d'une garantie des droits fondamentaux du citoyen. L'Amérique latine est malheureusement dotée d'Etats faibles avec des institutions fragiles ne permettant pas de répondre aux attentes de la société.

Gustavo de Aristegui

Aucune démocratie n'est possible sans État de droit. Même si l'Amérique latine est constituée de plusieurs pays démocratiques, le système électoral n'y est ni juste ni transparent. La séparation des pouvoirs est également très peu respectée. Le pouvoir exécutif doit être soumis à la loi pour ne pas basculer dans l'autoritarisme.

L'indépendance de la justice face au pouvoir politique reste la marque des grandes démocraties.

Luis Raul Matos Azocar, Ancien Ministre de l'Economie (Venezuela), Université Georges Washington (Etats Unis)

Pour instaurer un régime démocratique durable, il est indispensable que les leaders bénéficient d'une meilleure légitimité. En Amérique latine, les leaders politiques n'atteignent que 19 % d'opinions positives dans les sondages. Ceux-ci doivent regagner la confiance des électeurs.

Malgré tout, la démocratie s'est enrichie du suffrage universel.

De même, en Équateur, le système politique s'oriente vers la parité. En effet, la moitié du gouvernement est formée par des femmes. C'est le fruit d'une longue lutte sociale. On peut noter enfin l'apparition d'un système décentralisé donnant plus d'autonomie aux régions face au pouvoir central.

Néanmoins, malgré que les conditions de vie se soient améliorées depuis les trente dernières années, le renforcement des institutions doit supplanter la concentration du pouvoir entre les mains d'un seul homme, système largement mis en place en Amérique latine.

Paco MONCAYO, Diputado, antiguo alcalde de Quito (Ecuador)

Son intervention a eu pour but de démontrer la collusion entre le pouvoir politique et l'argent, l'imbrication des lobbies et de l'argent de la drogue dans le financement des partis politiques.

Manuel CAMACHO SOLIS, Antiguo alcalde de Mexico, antiguo ministro de Asuntos exteriores de Mexico. Dirigente del « Movimiento para la reconstrucción de México » (DIA)

Il est nécessaire d'apporter une dimension éthique et sociale à la politique des différents pays d'Amérique latine. Par ailleurs, il faut diriger l'assistance vers les plus démunis. Enfin, les élus devraient bénéficier d'une culture administrative, économique et financière pour être apte à faire les choix les plus judicieux pour le bien-être de la Nation et gouverner le pays de la meilleure des manières.

Reprise de parole de Vicente Fox

Au XX^e siècle, l'Amérique latine a connu de grandes avancées (Brésil) mais a aussi subi de nombreuses épreuves (Mexique, Argentine). L'économie mexicaine se développe mais la pauvreté n'a pas diminué. La violence y est omniprésente (nombre de morts multipliés par cinq). La politique sécuritaire du pays doit être améliorée. Le Mexique qui détient une place très importante en Amérique latine doit montrer l'exemple, car son influence impacte sur l'ensemble du continent.

Carlos Malamud, Maître de recherches pour l'Amérique latine, « Real Instituto Elcano » (Espagne)

Les minorités d'aujourd'hui peuvent devenir les majorités de demain. Le concept de démocratie implique la meilleure représentation possible de la population, avec ses divergences et ses ententes. Le dialogue y est nécessaire pour la résolution des conflits. Au niveau d'un continent, le principe est le même : rassembler plutôt que diviser.

Juan Fernando Cristo, Sénateur Parti Libéral (Colombie)

L'important est pour lui d'effectuer des réformes fiscales et de décentraliser le pouvoir politique, en contrôlant chaque processus de manière indépendante.

Alejandro ZAPATA

L'Amérique latine a traversé une période de transition mais aujourd'hui, la société s'est mondialisée et complexifiée. Des difficultés sont apparues comme la violence due à la pauvreté et au trafic de drogue, la délinquance, le pouvoir des médias, la faiblesse des institutions.

Maria Beatriz Zavala, Ancien Ministre, Sénateur PAN (Mexique)

Le Mexique n'est pas encore totalement démocratique. Une meilleure gouvernance engendre une société plus égalitaire. Aussi, le manque de transparence et le contrôle des médias par le pouvoir nuisent à cette bonne gouvernance.

Le pouvoir en Bolivie détenu par Evo Morales est trop centralisé pour être égalitaire. La Bolivie veut entamer un processus de décentralisation du système permettant de diminuer le taux de pauvreté qui se situe autour de 60 %. Cela permettrait à la population indigène de sortir de la marginalisation.

Carlos MESA

Le crime organisé est un problème majeur en Amérique latine. La politique adoptée face aux drogues n'est pas optimale. Par ailleurs, les États-Unis doivent repenser leur politique extérieure sur le sujet car ils représentent l'un des premiers marchés mondiaux des consommateurs de drogues.

Rapporteur : Paula Montoya, Red de Accion Politica (Argentine)

Beaucoup de progrès ont été faits en matière de démocratie en Amérique latine au cours des trente dernières années mais cela reste insuffisant. En effet, le renforcement de l'état, la qualité de l'administration publique entre autres restent à améliorer.

L'un des problèmes majeurs est le crime organisé. L'État doit donner plus de moyens à la justice et la police. La qualité culturelle des leaders politiques et leur esprit de gestionnaire est aussi primordial. Une autre question cruciale reste le financement des partis politiques.

NOUVELLES POLITIQUES ÉCONOMIQUES POUR L'EMPLOI

Lancement de la séance par Vinicio CERESO, président de la session, et ancien président du Guatemala:

Ces dernières années, les pays ayant le moins souffert des effets de la crise, et ayant eu le moins de difficultés pour faire face aux problèmes structurels de la pauvreté et de l'enrichissement aux mains de minorités, ont été des pays qui ont réussi à développer des politiques qui encouragent et créent des emplois à tous les niveaux. Un mécanisme fondamental de ces politiques a été de soutenir les PME, qui sont les plus créatrices d'emplois dans nos pays, non seulement en temps de crise, mais aussi dans les étapes de croissance et de développement « normal ».

En ce qui concerne la thématique centroaméricaine, on peut dire que les processus d'intégration régionale ont permis d'affronter les récentes crises financières mondiales. L'Amérique latine réalise beaucoup d'échanges de marchandises au sein de son propre marché, c'est en effet sa deuxième destination privilégiée. Le rôle des PME y est fondamental car ce sont elles qui exportent et qui par conséquent maintiennent le travail industriel et l'emploi. Le processus d'intégration centroaméricain donne de la stabilité à la région et encourage une institutionnalisation démocratique ainsi qu'une croissance économique. Dans la perspective d'accords avec l'Union Européenne, on ne doit pas seulement penser aux échanges de marchandises ou à des Traités de Libre Échange, mais on doit aussi soutenir les synergies présentes dans la région, soutenir la formation technique et l'éducation, soutenir les efforts pour conforter les processus d'intégration. La capacité des pays à être compétitifs augmente dans la mesure où ils peuvent additionner leurs propres talents dans ces processus d'intégration.

Intervention de Juan Hunt, Directeur de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) en Espagne:

La crise révèle les multiples facettes de la mondialisation, c'est-à-dire de nouvelles opportunités pour la croissance, mais aussi des vulnérabilités socioéconomiques, deux aspects qui ont des impacts différents sur la création d'emploi.

La récupération de la crise en Amérique latine est plus rapide et solide que prévue, grâce principalement à des politiques anticycliques et à une forte demande en matières premières. Cependant, il y a une crise derrière la crise : les emplois vulnérables se caractérisent par des conditions de travail précaires et par une augmentation de l'économie informelle.

Le développement du commerce international pourrait être source de croissance économique, et de transferts technologiques qui peuvent encourager une productivité et des emplois qualifiés. Cependant, les pays d'Amérique latine n'ont pas la même expérience dans ce commerce international. La question fondamentale, étant donné la situation actuelle de la région latino-américaine, est de savoir comment éviter une concurrence basée sur des bas salaires, de faibles qualifications et une faible productivité.

Le déficit en travail décent encourage les migrations. Des investissements en termes d'éducation et de formation professionnelle sont nécessaires pour accroître la productivité, et se diriger vers des secteurs à forte valeur ajoutée.

Intervention de José Antonio OCAMPO, ancien ministre de Colombie, ancien secrétaire exécutif de la CEPAL, ancien secrétaire adjoint de l'ONU, professeur à l'Université de Columbia (Etats-Unis):

On distingue deux cycles: la période de 1990-1997 qui a été très négative pour la région latino-américaine en termes d'emploi, et la période 2004-2008 qui a été très positive pour l'emploi mais pas suffisante pour combler la détérioration accumulée. Dans ce contexte, on observe aussi une division nord-sud au sein même de l'Amérique latine. Le nord se spécialise dans les produits manufacturés et dans les services, ce qui tend à favoriser l'emploi, alors que le sud se spécialise dans les matières premières qui créent peu d'emplois.

La précarisation des conditions de travail dans l'économie informelle est une réalité inquiétante. Cette tendance doit être contrebalancée par des politiques en faveur de l'emploi et des améliorations dans la protection sociale.

Intervention de Nicolas ABOUT, sénateur, président du Groupe Union Centriste, ancien président de la Commission des Affaires Sociales, Sénat, France:

La volonté politique constatée pour sauver les banques, peut aussi être mise en place pour sauver les emplois grâce à une forte convergence des politiques publiques et de

l'investissement privé. Continuer à agir comme dans le passé n'est plus possible. Un taux de chômage de moins de 5% est possible en travaillant plus et en développant le temps partiel. Il faut atteindre la meilleure croissance possible tout en limitant les atteintes sur l'environnement. Il faut également réduire le coût du travail, et dans ce cas, même une faible croissance pourrait être créatrice d'emplois. Enfin, il faut inciter à l'activité en assouplissant le marché du travail. Au delà de ces trois leviers, il est important de libérer et valoriser les activités de services, ainsi que l'industrie, et se demander si la conversion de l'économie à l'écologie pourrait nous aider à lutter contre le chômage.

Intervention de Iñaki AZKUNA URRETA, Maire de Bilbao (Euzkadi- Espagne):

Bilbao a été victime d'une terrible crise industrielle dans les années 1980 – 1990. La ville a été très touchée, avec un taux de chômage de l'ordre de 24%. Les institutions basques ont donc du penser à un plan stratégique. L'idée de construire le Musée du Guggenheim pour faire face au futur, a été mise en place. Les résultats ont dépassé toutes les espérances, engendrant un impact positif sur les restaurants, bars, commerces, hôtels, transports, et sur le tourisme en général. De plus, le Musée a favorisé l'emploi dans la ville. Par conséquent, la culture ne doit pas être vue comme une dépense mais comme un investissement. Bilbao est un exemple de transformation urbaine favorable à l'emploi.

Intervention de Cristian Monckeberg, Vice-président du Parti Renovación au Chili:

Le Chili a connu ces dernières années des politiques favorables à l'emploi. L'État a un rôle important envers l'emploi, mais il est difficile de mettre au point des programmes créateurs d'emplois qui ne nuisent pas la liberté individuelle, à la liberté patronale, aux opportunités de chacun, et à la créativité contribuant à l'émergence de nouvelles entreprises. Il a également la responsabilité de créer des emplois sûrs. Cependant la précarité au travail est très présente au Chili et dans le reste de l'Amérique Latine.

Notre nouveau gouvernement a encouragé une politique créatrice d'emploi, rendue possible par la croissance économique et par le récent tremblement de terre qui a contribué à créer des emplois dans la phase de reconstruction. Cependant, ces emplois restent en majorité instables et précaires.

Les réformes dans le secteur du travail, ont favorisé la création d'emplois. Elles ont pu se mettre en place grâce au consensus politique qui existe au Chili depuis le retour à la démocratie. Ce consensus est un élément essentiel pour la réussite de politiques en faveur de l'emploi. Aussi, il favorise le sentiment d'unité nationale.

De plus, on a remarqué au Chili que l'État n'est pas créateur d'emploi, ou du moins pas le principal. Contrairement à l'Espagne, la population chilienne ne conçoit pas l'État comme créateur d'emploi mais comme régulateur.

L'emploi stable est un autre élément important. Cette question est liée à la nouvelle façon de créer des emplois, et à l'incorporation des jeunes et des femmes dans le marché du travail. Ces derniers ont des besoins auxquels le marché du travail formel a du mal à répondre. Par conséquent, le concept de flexibilité est apparu, comme le télétravail, le changement d'organisation des heures de travail, etc.... Mais cette flexibilité ne signifie pas nécessairement qualité de travail. Aujourd'hui, la difficulté est de réussir à combiner la flexibilité pouvant répondre aux nouveaux comportements de la société, avec une sécurité de l'emploi et une lutte contre la précarité.

Intervention de Rafael Pardo, Président du Parti Liberal en Colombie:

La croissance de l'économie informelle en Colombie a favorisé l'augmentation de la précarité. La flexibilité du travail est un autre facteur de précarité, il consiste à réduire le cout

du travail en rendant les conditions de travail plus flexibles. Ces éléments ont pour effet de réduire le niveau de protection sociale des habitants.

En 2002, la Colombie a mis en application cette politique de flexibilité du travail. On a pu observer une croissance sur le plan économique, mais qui n'a pas eu d'effets sur l'emploi.

Pour contrer cet échec en termes d'emplois, la Colombie est en train de tester un plan de développement qui ne cherche pas à modifier la protection sociale mais qui veut établir une indemnité fiscale. Cette mesure vise particulièrement les jeunes, qui représentent la partie de la population la plus affectée par le chômage. Les entreprises qui recrutent des personnes de moins de 25 ans, peuvent ainsi réduire ou déduire de leurs impôts ce qu'ils ont payé en contribution. Cela signifie que pour chaque emploi créé, l'État assume 10% du coût de cet emploi.

Ce mécanisme a des avantages : il maintient la protection sociale ; on peut savoir à la fin de chaque année combien de jeunes ont été embauchés, et combien l'État a versé d'indemnités fiscales. Ce plan a pour objectif de stimuler l'emploi.

En Amérique Latine, les aides sociales telles que la « bolsa familia » au Brésil, peuvent dans une certaine mesure favoriser le travail informel. En effet, de nombreuses personnes, pour ne pas perdre cette prestation de l'État, vont préférer chercher des emplois informels qui par conséquent ne leur fourniront pas de protection sociale. Le défi sera de trouver un système de protection sociale qui ne soit pas réservé aux personnes ayant un travail formel.

En bref – Horst Grebbe, CAF – Corporation Andine pour le Développement

Pendant cette conférence, trois sujets ont été débattus : celui de l'emploi et du chômage, celui des salaires et celui du financement d'un système de protection sociale.

Le problème de l'emploi est prioritaire, surtout en ces temps de crise : la qualité du travail se dégrade, aussi bien en Europe qu'en Amérique latine. Cependant, on observe des différences entre ces deux régions pour ce qui est du chômage : l'insuffisance de création d'emplois dignes et décents ainsi que le taux de chômage parmi les jeunes ont plus d'ampleur en Amérique latine et peuvent avoir de graves conséquences sur la cohésion sociale et sur la stabilité démocratique.

L'incitation à trouver un emploi est problématique pour les jeunes. La question délicate du financement d'un système de protection sociale dans les pays d'Amérique latine a souvent été posée pendant le débat.

Par la suite, nous avons souligné l'étroite relation entre qualité de l'emploi et éducation, et la nécessité d'investir dans un système éducatif de qualité.

Au cours de la discussion, les débatteurs ont évoqué des solutions intéressantes, par exemple la reconversion réussie de Bilbao en ville culturelle : le Musée Guggenheim a été créé en temps de crise économique, et conçu comme un projet d'investissement commun. Des expériences semblables ont également été menées en France et en Angleterre.

Les expériences politiques du Mexique, de l'Uruguay, du Chili, de l'Argentine, autour du thème de l'emploi ont aussi été mentionnées. Elles ont pour objectif d'offrir de meilleures perspectives aux jeunes en favorisant la création d'emplois dignes et stables.

.....

5 novembre 2010

PERSPECTIVES D'INVESTISSEMENTS EUROPÉENS EN AMÉRIQUE LATINE – PASSÉ, PRÉSENT, FUTUR

Lancement du débat de Alberto PADILLA, président de la session et directeur du programme « Economie et Finances » de CNN :

La question essentielle est de savoir quelle est la perspective d'investissements de l'Europe en Amérique Latine ? Dans un contexte où cette dernière a besoin de flux d'investissements, comment l'Amérique latine peut-elle rester attractive pour les investisseurs étrangers ? Quel rôle pourra jouer l'Europe, très touchée par la crise actuelle ? Quelle va être la capacité des grandes entreprises européennes à investir en Amérique Latine ?

Intervention de José Antonio OCAMPO, CAF (Corporación Andina de Fomento):

On distingue deux cycles d'investissements vers l'Amérique latine (1994-1999 et 2004-2009), qui découlent de deux processus: le processus d'intégration de l'Union Européenne qui pousse ses entreprises à se développer pour pouvoir être compétitives, et un processus latino-américain avec une ouverture vers l'extérieur. Le rôle de l'Europe est plus notable dans la première phase, caractérisée essentiellement par des fusions et acquisitions.

Il y a 3 types d'investisseurs européens : les traditionnels (centrés sur les produits manufacturés et les ressources naturelles, comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne, les Pays Bas) ; le grand et nouvel investisseur qu'est l'Espagne, qui a une stratégie d'expansion globale de ses entreprises ; et les plus récents comme la France, l'Italie et le Portugal. L'Espagne devient le principal investisseur.

Les motivations des investisseurs se centrent sur la recherche d'un marché (surtout en ce qui concerne les services et les produits manufacturés), la recherche de matières premières, et la recherche d'efficacité (tout particulièrement au Mexique). En revanche, l'accès stratégique à la technologie reste le grand absent de l'investissement en Amérique Latine.

Malgré les essors vus précédemment, l'Amérique Latine perd de son attractivité comme réceptrice d'IDE. Le retour à un contrôle dans certains pays et la perte d'attractivité face à l'Asie orientale sont des explications à ce phénomène.

Alberto PADILLA, président de la session et directeur du programme « Economie et Finances » de CNN :

Malgré une bonne résistance face à la crise actuelle, l'Amérique latine a perdu son attrait aux yeux de l'Europe en faveur de l'Asie. Le défi qu'elle doit se poser désormais est celui de devenir à nouveau attrayante voire irrésistible face à la puissance asiatique.

Roberto Lavagna, ex-Ministre de l'Economie et de la Production et ex-candidat à la présidence de l'Argentine.

L'Union Européenne a déjà mis en place de nombreuses relations avec les pays d'Amérique latine mais il existe cependant un fossé à combler dans ses relations avec le MERCOSUR, zone avec laquelle il est difficile de se mettre d'accord du point de vue commercial.

Le MERCOSUR a l'impression de ne pas être placé sur un pied d'égalité avec l'Europe. En effet, lors de l'Uruguay Round, une diminution de 50% des droits de douanes pour les produits venant d'Europe a été décidée. Conclure un nouvel accord commercial reviendrait

pour le MERCOSUR à baisser de nouveau ses droits de douanes ; or, il continue de se sentir défavorisé car l'Europe accorde peu voire pas de concessions de son côté.

Les négociations sont donc souhaitées de part et d'autre mais il nous faut cependant rester réaliste quant au fait qu'il va être très difficile de conclure un accord économique et commercial cette année malgré la reprise des négociations à Madrid.

Il faudrait donc envisager des alternatives telles que l'investissement dans un projet d'infrastructures, notamment en télécommunications, comme cela fut le cas au Brésil dernièrement. Il serait aussi nécessaire d'y unir le secteur privé, acteur très important de la dynamique d'un pays.

Teresa Cunillera, Députée PSOE et première Vice-présidente du Congrès des Députés (Espagne).

La Députée a pris la défense de l'Union Européenne sur le thème de l'investissement en Amérique latine. Malgré une volonté politique de l'U.E., son mode de fonctionnement demeure compliqué, ce qui ne facilite pas toujours le consensus surtout quand on sait que l'Europe se compose de pays très différents les uns des autres. Le même problème surgit en Amérique latine, qui elle aussi doit faire face aux différences des pays qui la composent. Il est donc très difficile de parvenir à des accords entre deux blocs lorsque ceux-ci connaissent de telles divergences en leur sein. L'impact de la crise vient en outre s'ajouter à cette difficulté.

L'Europe a souffert fortement de la crise de ces dernières années, elle a dû soutenir plusieurs de ses Etats-membres sur le plan financier, et cependant n'a cessé d'investir en Amérique latine. Il convient donc de souligner cette implication européenne, alors même que les fonds auraient pu être utilisés pour soutenir les pays européens frappés et affaiblis par la crise. Cela atteste de la volonté politique de l'Union Européenne d'investir dans la région latino-américaine.

L'investisseur européen le plus important est l'Espagne, qui depuis 2000 a investi environ 172 milliards d'euros dans la zone. Il est aussi important de maintenir les investissements destinés à l'aide au développement. L'Espagne apporte son soutien à la coopération avec l'Amérique latine en s'impliquant dans les projets de développement social, d'éducation ou de lutte contre la pauvreté.

Jean-Christophe Lagarde, Député-maire de Drancy, Président Exécutif du Parti Nouveau-Centre, France.

La relation Amérique latine-Union Européenne est paradoxale et se fonde sur de grandes espérances quant à la coopération stratégique et culturelle. Cependant, on constate que l'incompréhension et l'éloignement entre les deux zones prévalent au moment des négociations. De fait, les attentes sont différentes de part et d'autre.

Pour l'Union Européenne, il existe encore de fortes exigences malgré les avancées de la démocratie en Amérique latine et également quant à l'organisation même de la zone latino-américaine : les autorités européennes attendent en effet au moment des négociations un mode de fonctionnement similaire à celui ayant cours en Europe. Le bilatéralisme revient ainsi fréquemment dans le discours européen et provoque un blocage dans le processus, la négociation de bloc à bloc étant impossible. Ce blocage s'est notamment fait sentir en 2009, lorsque l'U.E. a créé de nouveaux organismes chargés des Affaires Etrangères de l'Europe ou encore avec le thème controversé de la PAC (Politique Agricole Commune), que l'U.E. tarde encore à redéfinir.

Il convient également de noter que l'Union européenne n'a pas encore organisé efficacement l'administration des relations avec l'Amérique latine : le budget européen est ainsi divisé entre les divers départements chargés de la coopération. De plus, le Brésil se démarque du reste de la zone en attirant les capitaux : il est d'ailleurs en train de devenir le « mono-centre » des attentions européennes. Dans le même temps, il est également vrai que l'Amérique latine elle-même se dirige vers d'autres zones du monde telle que la Chine, qui propose aisément d'investir sans contrepartie aucune en termes de démocratie ou de lutte contre la pauvreté etc.

On peut donc dégager trois axes de progression possible :

- la simplification au sein de l'U.E. du processus d'investissement en Amérique latine ;
- la résolution des problèmes posés par l'agriculture via une nécessaire réforme de la PAC (au-delà de cette politique particulière, l'Europe est en effet la région économique la plus ouverte au monde surtout lorsqu'on la compare aux Etats-Unis très protectionnistes) ;
- quant aux sommets mondiaux tel que le G20, ils offrent de bonnes perspectives, d'autant qu'ils accueillent trois pays importants et moteurs pour l'Amérique latine : le Brésil, le Mexique et l'Argentine. Il est nécessaire de mieux y coordonner les négociations autour des politiques monétaires américaines et chinoises, de la régulation des marchés financiers ainsi que de la limitation de la spéculation sur le cours des matières premières.

Ángel Carro Castrillo – Chef de l'Unité MERCOSUR-Chili de la Direction Générale des Relations Etrangères de la Commission Européenne.

Ángel Carro Castrillo a repris la notion de coopération Europe-Amérique latine selon trois axes de débat :

- 1- La coopération européenne est en effet assurée jusqu'en 2013. Mais qu'en est-il pour les années à venir ? Quelles seront les ressources financières disponibles en Europe à partir de 2014, et à quels défis devra-t-elle faire face ?

Il est important de rappeler que malgré la crise actuelle, l'aide investie en Amérique latine se maintient en dépit des faiblesses de certains pays européens qui pourraient également requérir cet investissement pour les soutenir.

- 2- Les efforts de coopération se concentrent sur la diminution de la pauvreté mais cela ne correspond pas toujours forcément aux besoins spécifiques des pays. L'Union Européenne se doit donc d'adapter ses outils de développement.
- 3- De plus, il faut prendre en compte l'impact de la crise sur les investissements, non seulement en Amérique latine mais aussi en Europe. Si la sécurité en Amérique latine est bien un des défis auxquels elle doit faire face, on ne peut cependant pas la considérer comme la priorité des fonds européens de coopération.

Le Chef de l'Unité MERCOSUR-Chili a ensuite voulu répondre à deux points soulevés respectivement par Jean-Christophe Lagarde et par Roberto Lavagna.

Au premier, il a répété que l'Union Européenne est l'importateur le plus important de produits agricoles au monde et que la PAC est en constante évolution même si elle conserve la même appellation au fur et à mesure de ses transformations : pourquoi, dans ces conditions, attendre pour négocier, d'autant que le climat et les acteurs des négociations tendent à changer ?

Quant au second, il l'a amené à considérer le problème des infrastructures dans la région latino-américaines, soulignant le peu de coopération intra-zone ainsi que le déficit en investissements dans ce domaine.

Pour conclure, il a proposé trois objectifs stratégiques de coopération et d'investissements :

- une meilleure inter-connectivité entre pays au niveau des infrastructures de transport et au niveau énergétique ;
- la protection de l'environnement et le contrôle des effets du changement climatique ;
- le développement d'un système social mieux équilibré et plus équitable.

En bref - German Jaramillo, Directeur de la CAF en Europe et représentant d'Enrique García, Président de la CAF.

Le rôle européen en termes d'investissements a tout d'abord été débattu : l'argent est là et pourrait être investi le développement des infrastructures, thème qui est revenu à plusieurs reprises au cours de la discussion.

Il y a eu deux cycles d'investissements européens vers l'Amérique latine. A chaque fois s'est posée la question de la dépendance de la zone aux investissements étrangers, d'autant que la perte de poids commercial de l'Amérique latine et son manque d'attractivité pour les IDE se sont fait sentir.

Le Brésil est devenu le pays le plus attractif de la zone. Il concentre à lui seul la majorité des IDE. Il est donc plus que jamais nécessaire de trouver des solutions pour rendre de nouveau intéressants les différents secteurs de l'économie latino-américaine en général. On privilégie les secteurs des services, des ressources naturelles et de la production manufacturière.

Se pose alors la question du futur de l'Amérique latine : pourquoi a-t-elle de l'importance et pourquoi devrait-elle attirer les IDE ?

Dans cette perspective, il convient de considérer et de repenser les éléments-clés pouvant attirer les investisseurs de façon durable et permanente : la sécurité productive, la stabilité économique, la compétitivité etc. En marge de ces éléments se repose le défi du développement des infrastructures.

On ne peut que constater l'existence de désamours dans les relations U.E.-Amérique latine au moment de négocier, mais il est également important de se trouver des points de convergence à l'heure des négociations.

En résumé, plusieurs axes de discussion peuvent être proposés :

- la nécessité d'une coopération financière ;
- le besoin de se concentrer sur les divers éléments communs qui peuvent nous unir dans la coopération, telles les infrastructures, le développement durable, l'environnement et le contrôle des effets du changement climatique, les réglementations sectorielles ainsi que la participation des secteurs public/privé ;
- Le thème de l'éducation est également important. Il est de la responsabilité de chaque pays latino-américain. La question agricole, quant à elle, doit aussi continuer à faire l'objet de débats.

L'Amérique latine a un futur et il est important que l'U.E. se rende compte des changements qui surviennent dans cette région ainsi que de l'évolution des rapports de force : l'Europe est en effet en crise alors que l'Amérique latine offre, elle, de bonnes perspectives de croissance.

LA POLITIQUE EUROPÉENNE EN L'AMÉRIQUE LATINE

Marco Aurelio GARCIA, conseiller du Président LULA pour les Affaires Étrangères (Brésil).

La Zone de Libre Échange (projet ALCA) a été décriée au 4e Sommet des Amériques. Il n'y a en effet plus de raison d'établir cette zone car il existe déjà le Mercosur, le Pacte Andin, entre autres. Il convient de s'orienter vers une autre direction et créer une vraie zone économique : l'UNASUR est en l'occurrence une bonne initiative. Ce projet va permettre aux pays membres de renforcer leur coopération et de lutter ensemble contre les problèmes de sécurité et de narcotrafic.

Les unions entre les pays d'Amérique latine et l'Europe, semblent se heurter à de sérieuses difficultés. Pour Marco Aurelio GARCIA, celles-ci sont directement liées au protectionnisme européen (notamment dans le domaine agricole), à la question énergétique et aux flux migratoires.

Gustavo SUAREZ PERTIERRA, président du « Real Instituto ELCANO » (Espagne) souligne dans son intervention que lors du Sommet de Madrid, l'Union Européenne et la zone LAC (Amérique latine et caraïbes) ont pourtant fait preuve de bonne volonté pour arriver à des accords. Même si certains voient la situation avec pessimisme, des avancées importantes en termes de coopération ont été faites lors de ce rendez-vous. Les deux parties ont des intérêts communs indiscutables, ce qui représente une base solide pour créer des alliances stratégiques. Le but principal du Sommet de Madrid a été atteint : la relation bi-régionale, qui était restée en suspend depuis des années, est relancée. De plus, les relations multilatérales sont en bonne voie puisque l'Union Européenne a récemment scellé des accords avec certains pays d'Amérique latine. L'Eurolat favorisera aussi une coopération plus étroite entre les deux régions.

Cependant, les plus pessimistes mettent en cause les différences régionales en Amérique Latine et pensent qu'elles sont trop importantes pour aller au-delà de ce qui a déjà été fait.

C'est pour cela qu'aujourd'hui, il faut s'orienter vers des relations bi-régionales.

Il ajoute qu'au Sommet de Rio, on a pu percevoir une frustration entre l'Union Européenne et l'Amérique Latine car les résultats n'ont pas été aussi satisfaisants qu'espérés.

A la suite du sommet de Madrid, des questions se posent : l'intérêt que porte l'Union Européenne à l'Amérique latine est-il ponctuel ? Les instances européennes souhaitent-elles vraiment concrétiser la relation ?

L'absence de document officiel concernant l'engagement de l'Union européenne reste inquiétante.

En ce qui concerne les objectifs secondaires du Sommet, se pose une question néanmoins fondamentale qui est celle du Siège de l'Assemblée Parlementaire Euro-Latino-Américaine.

D'autre part, Mr. GARCIA souligne qu'il existe deux autres questions en suspend. La première concerne l'alliance stratégique, qui n'a pas été débattue. Quels sont les nouveaux besoins ?

La seconde est liée à un paradoxe fondamental : si les accords que l'Union européenne a passés avec certains pays d'A-L sont des points positifs, le fait qu'elle les réalise uniquement avec quelques pays représente un risque. En effet, ces coopérations partielles pourraient renforcer les inégalités entre les pays d'Amérique latine et empêcher les processus d'intégration régionaux.

Selon lui, il faut organiser une réflexion générale sur l'absence de symétrie régionale. Le problème est que l'UE parle d'une seule voix, ce qui n'est pas le cas de l'Amérique Latine où il existe trop de tensions.

Georges COUFFIGNAL, directeur de l'Institut des Hautes Études d'Amérique Latine (IHEAL), Université de Paris III a une vision plus pessimiste des relations entre l'U-E et la zone LAC.

Il revient sur l'historique des relations entre les deux régions. Dans les années 80, la communauté européenne s'est intéressée à l'Amérique latine comme une opportunité pour son commerce extérieur et un nouveau plan pour sa politique extérieure commune. Mais l'évolution des liens entre UE / Amérique latine est lente. En effet, des petits groupes de pays d'Amérique latine commencent tout juste à se détacher des États-Unis pour prendre davantage d'indépendance. Ce changement se matérialise réellement depuis les années 2000 avec le « Non » du Chili et du Mexique au projet d'invasion de l'Irak.

Le Brésil, quant à lui, a cherché à s'appuyer sur l'Europe pour servir ses propres intérêts plutôt que ceux de l'ensemble de la zone latino-américaine ce qui a desservi les autres pays et les processus d'intégrations globaux.

Pour Mr. COUFFIGNAL, aujourd'hui, l'U-E comme l'A-L sont déçues l'une de l'autre. Les coopérations n'avancent pas. L'Union Européenne manque clairement d'orientation politique concrète. Il estime qu'il faut se détacher des discours concernant les intérêts communs que les deux régions ont l'une pour l'autre et enfin réaliser des projets concrets.

Abe LOWENTHAL, professeur de Relations Internationales à l'Université de South California, propose de réfléchir sur le concept d'« Amérique latine ».

Il relève la difficulté de réunir les pays de la région en raison de leurs orientations culturelles et politiques très opposées : il y a les pays du nord de l'Amérique latine, très américanisés et très dépendants de l'économie nord-américaine et ceux qui se définissent comme « latins » avant tout. Selon lui, le concept d'Amérique latine (dans son unité) sera amené à disparaître.

Ensuite, il faut s'intéresser aux problèmes internes qu'affrontent la plupart des pays d'Amérique latine. Beaucoup de pays de la région prennent de l'importance sur la scène internationale et participent à des projets globaux. Le problème de l'Amérique latine tient au fait qu'elle a beaucoup de projets en cours : lutte contre la pauvreté, les inégalités, les problèmes sociaux, etc.

Lors de son intervention, **François BAYROU**, président du Modem et ancien candidat présidentiel (France) relève l'impasse dans laquelle se trouve la relation U-E/ LAC.

Il est pour lui regrettable que ce sujet n'apparaisse ni dans les agendas des fonctionnaires européens, ni dans ceux des grands pays latino-américains qui préfèrent regarder vers leurs voisins du nord. Le sujet est pourtant crucial car les questions qui concernent l'avenir de la planète (comme celle de la monnaie) dépendent d'acteurs unis. Il est nécessaire que les acteurs soit groupés et solides pour faire face à la conjoncture actuelle.

Selon lui, les politiques des Unions (Union européenne, MERCOSUR ou U-E/LAC si l'intégration se concrétise) doivent être claires.

Mr. Bayrou ajoute, pour illustrer ses propos, que pendant le G20 par exemple, seuls 2 pays décident : les États-Unis et la Chine car ce sont deux puissances solides, avec des politiques commerciales claires.

« Nous ne serons des puissances déterminantes que si nous agissons tous ensemble ».

Il évoque un dernier point important : celui de l'implication citoyenne. Comment peut-on faire prendre des décisions concernant la gouvernance mondiale si les citoyens n'ont pas l'impression d'être impliqués ?

Selon **Gonzalo URIARTE**, député, Vice-Président UDI (Chili), au-delà des accords globaux, l'U-E et l'Amérique Latine ont une histoire commune.

D'autre part, même si l'Amérique latine est une région très complexe, les pays qui la composent ont des bases communes. Au cours de ces dernières années, les inégalités sociales, le trafic de drogues ont augmenté et des progrès importants doivent être réalisés en matière d'éducation. L'Europe doit prendre en compte ces données.

Genero LOZANO, universitaire et professeur à l'ITAM et à l'Université Ibéro-américaine (Mexique).

Il y a aussi une autre tendance qui est celle d'un manque de concordance en Amérique latine pour identifier les projets prioritaires. Il existe une volonté croissante d'intégration dans la région mais un échec des organismes à caractère multilatéral.

Gabriel Guerra, (Argentine) prend le contre pied de ce qui a été dit pendant le débat.

Pour lui, il n'est pas nécessaire de parler des affaires internes de chaque pays pendant cette conférence, le point central à développer étant celui de l'intégration régionale.

D'après lui, une série d'informations erronées ont été données au sujet de l'intégration régionale. La réalité n'est pas aussi difficile et sombre. Le parlement du MERCOSUR est par exemple en train de se mettre en place.

D'autre part, la critique qui a été faite à l'Amérique latine est injuste : il ne faut pas oublier les difficultés qu'a connu et que connaît actuellement l'Union Européenne (politique monétaire, divergences d'opinion, montée des nationalismes, etc.).

Mr. Guerra rappelle que l'U-E a fait des efforts dans le passé pour renforcer l'intégration avec l'Amérique latine auxquels celle-ci n'a pas toujours répondu politiquement. Maintenant que l'Amérique latine accepte de collaborer, il serait dommage que l'U-E se dérobe.

L'Europe a aujourd'hui une dette historique, envers l'Afrique mais aussi envers l'Amérique Latine.

Miguel Angel Bastenier, El Pais, (Espagne), souligne avec regrets que l'Amérique Latine n'a pas sa place dans l'imaginaire européen. La seule couverture que possède l'Amérique latine est l'Espagne, tout au plus. Selon lui, l'Amérique Latine se divise : il y a de plus en plus d'Amériques Latines.

Mr. Aguillo, (Espagne) montre qu'il y a un manque de reconnaissance politique de l'Amérique latine. Il existe des besoins dans la recherche, on note un manque de coordination et les acteurs économiques internationaux n'investissent pas assez. De plus, l'Espagne comme l'A-L privilégie trop les firmes multinationales au détriment des petites entreprises.

Un intervenant prend la parole pour réagir sur les multiples comparaisons qui ont été faites entre l'Union Européenne et les intégrations latino-américaines. L'Union Européenne a aussi connu beaucoup d'échecs pendant sa construction.

Selon **Carlos Mesa**, nous sommes dans un moment de transition générale. Il est donc difficile de considérer les coopérations futures entre l'Amérique latine et l'U-E sans anticiper ce que deviendra le nouvel ordre mondial.

L'A-L est de plus en plus présente sur la scène internationale mais elle reste trop attentiste, ne prend pas assez d'initiatives. Pourtant, le Brésil a joué un rôle fondamental pour mettre l'Amérique latine sur le devant de la scène internationale. Plusieurs questions se posent : Pourquoi le Brésil s'est-il chargé de cette tâche? Pour servir ses intérêts ou pour relever l'ensemble de l'Amérique Latine? L'Amérique latine est en train de rompre ses attaches avec les États-Unis mais où va se situer le Mexique par rapport à ses voisins du nord ? Carlos Mesa ajoute que les mots « crise et incertitude » ont longtemps définis l'Amérique latine. Aujourd'hui c'est au tour de l'Europe d'y faire face.

Camacho Solis ajoute que, compte tenu de l'état actuel du monde, il est important de créer des coopérations. Il serait judicieux que le Mexique s'allie et s'implique d'avantage avec l'Amérique du Sud.

Rosa Zapato évoque quant à elle les droits de l'Homme. Le plus dérangeant est que la France ait passé des accords de plusieurs millions d'euros avec la Chine sans se soucier des droits de l'Homme. L'Italie bafoue largement la liberté de presse et pourtant elle reste dans l'Union Européenne. Il est incompréhensible que l'Union soit aussi exigeante envers l'Amérique latine et particulièrement envers Cuba.

Un autre intervenant revient sur Cuba et ajoute que le problème majeur de cet Etat est son déficit social. C'est un pays qui a pourtant un très bon système de santé et d'éducation. Selon lui, la grande différence entre Cuba et l'Amérique latine est la suivante : Cuba subit le monopole du gouvernement et l'Amérique latine celui du marché. A propos de l'intégration U-E/LAC, la réalité montre qu'au lieu de signer des accords avec des blocs de pays, l'Union Européenne a choisi la facilité en s'alliant avec des puissances individuelles. De plus, cette dernière manque de politiques communes (conflits à propos de la guerre contre l'Irak ou de la politique monétaire) ce qui freine toute intégration concrète. L'U-E doit donc définir une politique plus claire.

Carlos MALAMUD, Maître de recherches pour l'Amérique Latine, « Real Instituto Elcano » (Espagne), rapporteur pour ce débat.

Le sujet n'a pas été traité comme il aurait dû l'être. Il voit plusieurs points importants:

- La politique européenne envers l'Amérique Latine est complexe : l'U-E n'a pas négocié avec qui elle voulait mais avec qui elle pouvait. Il n'y a donc pas d'intégration régionale mais un bilatéralisme.
- Il y a une méconnaissance mutuelle de nos cultures.
- La politique migratoire est toujours difficile à assumer et à mettre en place.
- Le rôle des États-Unis et la relation Brésil/Mexique doit être pris en compte.

L'Union Européenne manque de politiques claires envers l'Amérique latine.

La question de l'unité de l'Amérique Latine a été souvent posée et il est vrai qu'il n'existe pas d'unité, c'est pour cela que les processus d'intégration se soldent souvent par des échecs.

A la fin de ce riche débat, on ressent la frustration des européens comme des latino-américains face à l'état de leur situation.

LES MIGRANTS LATINOAMERICAINS EN EUROPE

La conférence intitulée “Les migrants latino-américains en Europe” s’est déroulée le vendredi 5 novembre de 9h à 13h. Le débat a été animé par **Mme Thompson**, Directrice Adjointe de l’Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). **Mme Thompson** commença son exposé en présentant l’état actuel des migrations, en s’appuyant sur les données recueillies par l’OIM. Son discours a souligné les objectifs suivants:

- Améliorer le respect des droits de l’Homme concernant les migrants (Sommet Madrid 2010, Sommet Santiago 2007),
- Changer la perception négative de l’immigration,
- Reconnaître les migrants comme une source de diversité culturelle et de créativité,
- Faciliter les transferts financiers des migrants, utiles au développement des pays d’origine,
- Mieux comprendre la migration régulière et l’utiliser à bon escient (compétences des immigrés),
- Faciliter la réinsertion des migrants dans les pays d’origine car les retours se font souvent dans des conditions difficiles,
- Encadrer davantage les migrations pour éviter l’immigration clandestine en Europe.

M. Jaspers, directeur de la CEPAL, a pris la parole afin de communiquer les chiffres relatifs aux migrations latino-américaines. La planète compte, en 2010, 26 millions de migrants d’Amérique latine et des Caraïbes (ALC). Les principaux pays d’accueil sont les Etats-Unis et l’Espagne qui dénombraient respectivement 19,3 millions et 4 millions d’immigrés, en 2005, sur leur territoire. M. Jaspers a également abordé l’historique de ces flux migratoires UE-ALC. Au cours des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, les européens (espagnols, italiens et portugais) émigraient vers l’Amérique latine. Dans les années 1950 et 1960, les migrations sont devenues davantage intracontinentales : vers l’Argentine ou le Venezuela et vers les États-Unis, pour les mexicains. La crise politique des années 1960-1970 a provoqué un déplacement des réfugiés politiques depuis l’Argentine, le Chili, l’Uruguay et Cuba. Puis, en raison de la crise économique des années 1990, les descendants espagnols, italiens ou portugais sont retournés massivement dans leur pays d’origine.

Aujourd’hui, le profil des migrants a changé et concerne essentiellement des professionnels, une main-d’œuvre qualifiée et davantage de jeunes et de femmes.

Les années 2000 ont été marquées par des migrations régulières, nécessaire au marché du travail européen.

En 2008, la crise économique mondiale a eu des effets néfastes sur l’Amérique latine et a provoqué :

- une baisse considérable des flux migratoires,
- une volatilité accrue des prix de produits de base,
- une baisse des IDE,
- une baisse des « envois d’argent » des immigrés,
- une baisse de la fréquentation touristique.

Toutefois, le taux de croissance de la région n’a chuté que de 1,8% alors que ceux de l’Espagne et du Portugal ont connu des diminutions respectives de 3,6% et de 2,7%.

La question des migrants reste un sujet très sensible au sein de l’Union Européenne (UE). En 2008, de nombreuses réflexions ont été menées à ce niveau. La tendance européenne est à la régulation et à la limitation de ces flux. Toutefois, il existe des divergences au sein de l’UE, certains pays étant plus ouverts que d’autres à l’immigration. La récente loi italienne sur l’immigration dépasse d’ailleurs les décisions européennes, en « criminalisant » l’immigration

clandestine (qui devient ainsi un délit pénal). En France, la «directive retour» applicable aux migrants clandestins, est vue comme une atteinte aux droits de l'Homme.

Les progrès des politiques européennes en matière d'immigration sont lents. Elles font "deux pas en avant, un pas en arrière". Cependant, le «Pacte européen sur l'immigration» a permis de ré-ouvrir certaines discussions lors du Sommet de Vienne (2006).

Historiquement, la position européenne envers les migrants a toujours été complexe. Lors de la construction européenne, les latino-américains étaient bien accueillis. Mais l'UE a commencé à fermer ses frontières à partir de 1985, avec les Accords de Schengen, et plus tard avec le Traité d'Amsterdam. La tendance était alors à l'unification du territoire européen, avec des frontières ouvertes au sein de l'Union mais fermées vers l'extérieur. Aujourd'hui, l'UE favorise les immigrants qualifiés, avec la «Blue Card», mais devient plus sévère avec les immigrés en situation irrégulière. Les latino-américains se plaignent de cette politique d'immigration qu'ils qualifient d'«opportuniste». Ils dénoncent le manque d'accès des sans-papiers aux services de base européens alors que ces derniers travaillent pour les États européens, indirectement. De plus, ils accusent l'Europe d'exploiter "la fuite de leurs cerveaux" et de laisser se développer des conditions de travail précaires pour les migrants illégaux. Mais la France se défend contre ces accusations en soulignant qu'elle prend en charge, financièrement, le retour des immigrés illégaux et qu'elle respecte leurs droits fondamentaux pendant leur transfert. Par ailleurs, **R. Rochefort** félicite le travail mené par l'Union Européenne en matière de non-discrimination face aux droits à la formation et au travail.

Depuis les années 2000, les pays latino-américains ont soutenu la migration à travers plusieurs mesures, comme le renforcement des capacités consulaires (octroi de passeports, réalisation d'études sur le profil des migrants).

Ces dernières années, des efforts sont faits lors des rencontres UE-ALC pour traiter du sujet délicats des migrants. La Déclaration de Montevideo, en 2009, a ainsi ouvert une série de forums sur le lien entre migrations et développement. Durant le Sommet de Vienne (2006), les questions relatives à la protection des migrants et à l'absence de lois à ce sujet avaient été traitées.

Suite aux présentations de **Mme Thompson** et **Mr Jaspers**, plusieurs commentateurs ont pris la parole.

Selon **M. Adrian Bonilla**, directeur de la FLACSO, aucun progrès n'a été fait concernant le respect des droits de l'Homme envers les migrants. Il souligne que les migrations sont positives pour l'UE puisqu'elles font augmenter le PIB européen et participent à la réduction de la pauvreté en Amérique latine (transferts financiers vers les pays d'origine, retour de migrants formés en Europe...).

M. Rochefort, député européen MODEM, a mis en évidence un paradoxe : l'Union européenne a besoin de l'immigration pour palier à sa faible natalité mais elle ferme ses frontières et accuse le migrant d'être en partie responsable du chômage européen. En outre, l'UE n'a pas seulement besoin de main-d'œuvre qualifiée, mais aussi de travailleurs dans le secteur des services. Selon Mr Rochefort, la politique de restriction européenne est limitée dans la mesure où, lorsque les frontières sont bloquées, les migrants se trouvent figés dans le pays d'accueil, sans possibilité de retour dans leur pays d'origine.

M. Anchia, de la Chambre des représentants du Texas, a rappelé l'importance des latino-américains et caribéens dans la population nord-américaine et invite à davantage d'immigration latino-américaine aux Etats-Unis. En effet, les États-Unis sont le deuxième

pays hispanophone, ce qui se traduit par une influence considérable de la population latino-américaine dans la politique étasunienne.

Pour clôturer le débat, la directrice adjointe de l'OIM, **Mme Thompson** rappelle le rôle de la société civile, concernant la question des immigrés. Elle note que celle-ci est de plus en plus sensible à cette problématique. **Mme Thompson** insiste sur le lien peu abordé entre migration et développement. Elle reconnaît que l'immigration doit être réglementée et non sanctionnée. Elle souligne que généralement les migrants retournent dans leur pays d'origine. Elle insiste sur la nécessité de faciliter les transferts financiers des immigrés, en réduisant leurs coûts, car ils sont facteur de développement. De même, elle invite à un changement dans la manière de traiter les immigrants. Criminaliser et pénaliser les immigrés ne permettra pas de régler la situation.

Elle soutient l'idée que l'immigration doit être reconnue comme bénéfique aux deux continents et conclut sur la nécessité de développer le dialogue, que ce soit au sein des pays latino-américains ou entre l'UE et l'ALC.

LA COOPERATION UE-ALC

La conférence «Coopération UE-ALC» s'est déroulée le 5 Novembre de 15h à 18h. L'ancien président de l'Équateur, **Rodrigo Borja**, a animé la séance qui a commencé avec une présentation du sujet de **M. José Antonio Sanhuja**, de la Fondation Carolina.

Dans un premier temps, le débat a mis en évidence que le soutien des États-Unis est surtout axé sur le volet militaire alors que celui de l'Union européenne revêt davantage un volet social. Mais les relations actuelles sont d'ordre économique, notamment par le biais du commerce bi-régional. Il serait intéressant d'aller au-delà de cet aspect économique et de s'entendre sur une association entre les États et les entreprises européennes afin de promouvoir l'accès à l'éducation, le développement des infrastructures, le développement durable et la lutte contre le narcotrafic.

M. Jean-Marc Pastor, président du groupe d'amitié UE-ALC, souligne la nécessité de parler d'une seule voix au sein de chaque région. En outre, la clé du succès serait de trouver de nouvelles formes de coopération autres qu'économiques. Il met également l'accent sur le besoin d'installer une dimension « humaine » dans les relations de coopération.

Au sommet de Madrid, il a été noté qu'en dépit de la volonté des différents acteurs d'établir une nouvelle coopération interrégionale, aucune action concrète n'a été mise en place. "Il y a un manque d'imagination», a déclaré M. Shepherd. Dans le domaine de la coopération, le premier défi social à relever est de renforcer l'aide au développement.

Selon **M. Joseph de Botafogo**, président du centre brésilien des affaires internationales (CEBRI) : «L'Amérique latine se trouve dans une situation de dépendance."

La région se caractérise par sa stabilité macroéconomique et par la croissance des politiques sociales. **M. Botafogo** prend l'exemple du Brésil avec le programme social « Bolsa Familia ». Il affirme qu'il y a toujours eu des coopérations. L'une d'elles a notamment pris forme lors de la mise en place du programme établi dans les années 70 entre l'Agence Brésilienne de Coopération (ABC) et les pays africains. Autrefois, l'agriculture brésilienne se caractérisait

uniquement par des produits tropicaux (consommation interne et externe). Aujourd'hui, elle s'est développée pour devenir plus technique et durable. On note à ce sujet l'apparition d'une coopération entre les pays européens et le Brésil.

La culture commune des différents pays aide à fédérer les peuples, comme le montre l'exemple du football. En effet, il permet de créer un esprit sportif dans lequel beaucoup de gens peuvent s'identifier. De plus, le fait de parler la même langue au sein même de l'Amérique Latine et de l'Espagne permet d'unifier d'autant plus les populations.

M. Fernando Araujo, ancien ministre des affaires étrangères de Colombie, a présenté l'exemple de la coopération entre l'Union Européenne et la Communauté Andine. Cette coopération s'est concrétisée par 50 millions d'euros d'aides sur la période 2007-2012, réparties de la manière suivante :

- 40% pour l'intégration économique régionale,
- 40% pour l'aide économique et sociale,
- 20% pour la lutte contre les drogues.

Mr José Antonio, de la fondation Carolina, a évoqué le contexte des coopérations en Amérique Latine. Il a mis en avant le fait que l'Amérique Latine connaît des problèmes de fiscalité (système de taxation défaillant) qui engendrent des inégalités sociales.

Il existe d'ores et déjà un système d'aide mais il est également nécessaire de mettre en place une gestion basée sur le concept de coresponsabilité entre institutions européennes et latino-américaines. Il faut réorganiser l'aide par un nouveau plan d'action. Dans l'Agenda de Paris, de nouveaux défis s'imposent pour palier notamment aux faiblesses politiques et institutionnelles des pays latino-américains.

Au-delà de l'aide, l'essentiel est le développement du commerce régional et des politiques publiques sociales. Aujourd'hui, de nouveaux acteurs post-libéraux promeuvent une coopération sud-sud. Cette nouvelle forme de coopération s'est récemment amplifiée, permettant ainsi la stabilisation de la région. On parle d'un « régionalisme ouvert », nouvelle conception du régionalisme. C'est un régionalisme « post-libéral » qui met davantage l'accent sur l'intégration par la coopération politique entre les États plutôt que par la fusion ou l'intégration économique des marchés.

Le Brésil conserve son leadership régional et reste un des grands donateurs : 1.200 millions de dollars ont été alloués à la coopération régionale.

L'idée est donc la promotion d'une nouvelle coopération, basée d'une part sur le commerce entre pays latino-américains et d'autre part sur les relations avec les pays européens. Elle nécessite la mobilisation de plus de ressources et une meilleure connaissance des besoins sociaux. La fondation EUROLAC pourrait appuyer cette démarche.

Il est urgent que l'Union Européenne renforce son aide. Beaucoup d'intervenants latino-américains se plaignent du manque d'aide financière de la part de l'Union Européenne, notamment pour faire face au problème du narcotrafic. Ils signalent que la plus grande partie des subventions européennes est versée aux pays d'Europe de l'Est ou aux anciennes colonies. Les intervenants latino-américains demandent de prendre des mesures sur les questions relatives aux transferts financiers vers les pays d'origine et au respect du droit des migrants. De surcroît, ils rappellent que certaines entreprises françaises sont sorties de la crise grâce à leurs activités sur le sous-continent. Cette coopération bilatérale bénéficie donc également à l'Union Européenne.

Bien qu'il y ait eu des progrès depuis les années 60, la coopération doit se poursuivre sur les sujets suivants:

- l'éducation,
- l'amélioration de la compétitivité,

- l'optimisation de la division du travail,
- l'adaptation des institutions européennes à la zone ALC.

Aujourd'hui, l'Amérique latine est la 4ème puissance mondiale en terme de PIB. De plus, trois de ses pays sont membres du G20. On remarque une augmentation des coopérations mais elles restent inachevées en raison de la diversité de la région. Le principal défi est donc de trouver des points de convergence pour atteindre une unité comparable à celle de l'UE.

Le sommet de Madrid a réactualisé les relations bi-régionales. Toutefois, l'Europe éprouve des difficultés à appréhender les pays latino-américains et réciproquement. On parle « d'indifférence et de désillusions partagées » entre les deux régions. Chaque bloc doit essayer de comprendre le fonctionnement de l'autre pour former une "communauté de valeurs" qui irait au delà d'une simple "communauté d'intérêts".

D'après **J.M. Pastor**, sénateur français et président du groupe d'amitié France-Amérique latine, la coopération entre les deux blocs laisse aujourd'hui entrevoir trois objectifs :

- Légitimer le concept « ALC » en Amérique Latine comme en Europe,
- Améliorer la sécurité latino-américaine afin d'attirer les investisseurs européens,
- Faciliter les flux migratoires entre les deux continents.

Enfin, il est reconnu que la coopération UE-ALC, bien qu'incomplète, peut déjà se féliciter de quelques réussites. L'Amérique centrale, s'érigeant en première receveuse de l'aide européenne, a pu, grâce à celle-ci, favoriser la paix, la démocratie, le développement, la réinsertion des populations victimes de guérillas et renforcer l'institutionnalisation de sa vie politique.

Cependant, deux carences à cette aide européenne sont mises en avant : l'inefficacité de son utilisation et son caractère ponctuel. Par exemple, dans un pays comme le Guatemala, la faiblesse des institutions ne parvient pas à être compensée par les aides de la Communauté internationale. On peut soulever aussi le problème de la versatilité des organismes financiers européens. Ainsi, le Nicaragua a vu disparaître brutalement l'aide européenne, suite à la fraude électorale dont il a été l'objet, ce qui a fragilisé le pays.

J.T Montas, ministre de la République Dominicaine, remercie l'Europe pour les conséquentes aides qu'elle a fournies à Haïti suite au tremblement de terre. Toutefois, il précise que l'attribution de ces subventions reste incomplète. Il ajoute que cet argent ne doit pas revenir seulement aux Organisations non gouvernementales mais aux Etats afin que ceux-ci consolident leurs institutions.

En conclusion, le cas du Chili a été évoqué. Le rôle central de la coopération européenne dans le développement du Chili depuis les années 70 a été reconnu. Les accords d'association signés entre l'UE et le Chili ont donné une dimension juridique et politique à leur coopération. Ces accords se focalisaient particulièrement sur l'éducation et le thème énergétique. En effet, le cuivre a été un objet central des négociations. A l'origine, par nature inégale, les négociations UE-Chili ont eu comme objectif de tendre vers plus d'égalité. Au final, cette collaboration a favorisé le renforcement de l'Etat chilien ainsi que celui des PME nationales. Il faut dorénavant orienter la coopération vers une logique régionale, en opposition à la logique bilatérale entretenue jusqu'à maintenant.

POLITIQUE- LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EN AMÉRIQUE LATINE

Médiateur : Miguel Angel Bastenier, Directeur adjoint service étranger El Pais (Espagne).

Rapporteur : Enrique Borda (Colombie)

Le rôle de l'Etat est-il de contrôler, de réguler ou de légiférer sur les médias ? La liberté d'expression est le fondement même d'un média.

Néanmoins, les médias doivent agir de manière responsable

Président: Carlos Mesa, ancien Président de la Bolivie.

L'Amérique latine amorce une phase démocratique. Pourtant, la Bolivie, l'Équateur et le Venezuela vivent une démocratie différente de celle du Brésil. En effet, la liberté d'expression y est limitée et la justice n'est pas totalement indépendante.

Aussi, les médias conventionnels sont aujourd'hui remis en cause par les médias alternatifs comme Twitter, Facebook et les blogs en général. Il existe une pluralité de sources d'information. Il est donc difficile de vérifier l'information et d'imposer une responsabilité à celui qui informe. Comment régler ce problème ? Il faut en premier lieu mettre en place une loi pour contrôler les abus des médias et le manque de véracité de certaines informations. Dans un second temps, il faut rétablir une éthique au niveau des journalistes, car leur pouvoir est énorme sur la population. Les leaders d'opinion ont bien plus d'influence que les parlementaires.

Plusieurs questions se posent. Comment sanctionner les médias sans porter atteinte à la liberté d'expression ? Doit-on légiférer au sujet de la responsabilité des journalistes ou sur les médias en général ?

Carlos Mesa pense que « la meilleure loi est qu'il n'y ait pas de loi ».

Diego Osorno, Ecrivain, Grand reporter, Grupo Milenio (Mexique)

Au Mexique, les journalistes sont victimes du crime organisé. Il rappelle que soixante quatre journalistes ont été tués, d'autres ont été séquestrés ou violentés.

Le Médiateur Miguel Angel Bastenier répond à Diego Osorno en soulignant que ce témoignage poignant va nous permettre de recentrer le débat.

Dominique Wolton, Directeur de l'institut des sciences de la communication, CNRS (France) :

Il existe six menaces immédiates à la liberté de la presse dans le monde :

- La dictature de l'audimat à la radio et à la télévision,
- la *peopolisation* des médias,
- la tyrannie des sondages,
- la fascination pour les nouvelles technologies (Internet est considéré comme l'instrument de la liberté de parole),
- le pouvoir des médias face à l'État est-il trop important ?

Leonardo Curzio, Directeur Enfoque Noticias (Mexique) :

Au Mexique, Monsieur Curzio soulignera de nouveau la violence à l'encontre de la presse au Mexique. La liberté d'expression est menacée et selon lui les assassinats se font avec la complicité des politiques. Il y a une absence totale de l'Etat pour régler le problème du crime organisé.

Ainsi, les menaces de mort et les séquestrations des journalistes sont légions au Mexique. L'Etat apparaît totalement impuissant face à ce phénomène.

Maria Jimena Duzan, Editorialiste « Semana » (Colombie) :

Pendant longtemps, en Colombie, les avocats, les juristes et les journalistes ont été des victimes du narcotrafic. A présent, la situation a changé et les journalistes sont de moins en

moins menacés par le crime organisé. Ainsi, ils peuvent se concentrer pleinement sur leur rôle d'informateur.

Alberto Padilla, Directeur du programme « Economía y finanzas », CNN:

D'une part, il insiste sur le fait que le gouvernement mexicain doit réagir de manière plus efficace face aux « gangs » qui intimident les journalistes. Mais, d'autre part, il envoie une critique aux médias mexicains qui, selon lui, traitent de manière excessive la violence avec le risque de sa banalisation.

Il encourage le Mexique à renforcer ses institutions et à les rendre plus stables.

Carmen Aristegui, Journaliste CNN en espagnol et MVS Noticias (Mexique) :

On assiste aujourd'hui à une démocratisation du savoir et de la culture.

Avec Internet, le pouvoir des médias doit se traduire en responsabilité sociale envers les citoyens.

Yves Harte, Rédacteur en chef de « Sud Ouest » (France):

Yves Harte se demande si la presse est vraiment libre de s'exprimer. Dans quel pays peut-on poser des questions dérangeantes?

Il répond qu'en Amérique latine, avec le problème du narcotrafic, il est indispensable de garantir les droits des journalistes.

Roberto Pombo, Directeur du journal « El Tiempo » (Colombie):

En Colombie, cela fait trois décennies que les journalistes sont soumis à des risques importants. M. Pombo invite les journalistes mexicains à s'unir avec leurs homologues colombiens. L'Etat doit garantir la liberté et la démocratie. Il rappelle que le plus important pour un journaliste est sa crédibilité.

Jose Sorolla (Barcelone)

M. Sorolla rappelle les différences fondamentales qui peuvent exister dans le traitement de l'information entre la presse à Barcelone et à Madrid.

Marisol Espinosa, journaliste (Pérou)

A Bagua au Pérou, un décret législatif a provoqué cinquante cinq jours de protestations. Selon lui, ces événements n'ont pas été assez suivis par les médias. Cette absence de couverture médiatique a montré que l'action citoyenne a été peu soutenue par la presse.

Il rappelle que souvent les institutions publiques ne favorisent pas le travail des journalistes. En effet, ces derniers doivent parfois s'autocensurer de peur des représailles. En conséquence, la liberté de la presse est bafouée dans certains pays.

Sanz (Salvador) :

En Amérique centrale, la presse se heurte aussi au crime organisé. En effet, les « Maras » sont des gangs criminels qui terrorisent les journalistes. Ces « gangs » ne réalisent pas que les journalistes sont censés « représenter » les citoyens.

Gabriel Guerra (Mexique) :

Au Mexique selon Gabriel Guerra, il y a deux phénomènes distinctifs : le crime organisé et le crime désorganisé. Lui aussi considère que les médias font trop de publicité gratuite aux gangs. Ces derniers profitent de cette notoriété pour manipuler la presse.

Jema Otello (Bolivie)

En Bolivie, l'Etat condamne les réseaux sociaux. En effet, Twitter et Facebook ne sont pas autorisés. Les citoyens ont fait des grèves de la faim et des pétitions pour protester contre les lois empêchant la diffusion de ces réseaux sociaux.

Le gouvernement n'a pas réagi à ces protestations.

Alberto Padilla

Selon M. Padilla, il faut prendre exemple sur la presse brésilienne où la liberté d'expression est respectée.

L'exemple de la Colombie est aussi intéressant puisqu'elle a réussi à combattre le narcotrafic en s'associant avec la presse.

Miguel Angel Bastenier, « El País » (Espagne)

Aujourd'hui, la publicité a pris une place trop importante. En effet, la presse dépend de la publicité qui est une source de financement primordiale.

Selon lui, la presse est manipulée par les industriels qui sont les détenteurs du pouvoir médiatique. Cette concentration financière de la presse aux mains de quelques groupes peut nuire à son indépendance.

Ramirez (Mexique)

M. Ramirez rappelle que la télévision est la source d'information privilégiée au Mexique. Selon lui, les citoyens s'informent très peu par le biais de la presse écrite.

Rapporteur du résumé : Enrique Borda, Avocat (Colombie) :

La liberté de la presse révèle un mal-être de la démocratie en Amérique latine.

D'un côté, il souligne un manque de professionnalisme. Et de l'autre, un risque que le pouvoir médiatique soit aux mains des grands groupes industriels avec le risque de manipulation de l'information.

Selon lui, les problèmes pouvant affecter la liberté de la presse sont l'autoritarisme étatique constaté dans certains pays et la violence liée au narcotrafic.

.....

CONFÉRENCE SUR LE RÉCHAUFFEMENT MONDIALE

Introduction de Manuel MARIN, ancien Président des Cortes, Ancien Commissaire européen, consultant (Espagne).

Au XX^{ème} siècle, les deux grandes régions consommatrices d'énergies fossiles étaient l'Europe et les États-Unis.

Depuis le début du XXI^{ème} siècle, on assiste à un déplacement du centre de gravité des interdépendances énergétiques:

- Apparition d'un nouveau centre de gravité énergétique (réserves prouvées de pétrole, de gaz, de charbon) vers les régions Asie-Pacifique.

- Les émissions de gaz à effet de serre (GES) sont générées principalement par des pays n'ayant pas d'objectifs de réduction quantifiés et qui se situent dans l'espace Asie-Pacifique (EX : Chine).

Le contrôle des ressources énergétiques fait partie intégrante du système des relations internationales. Ainsi, le thème de la sécurité énergétique ne peut plus être séparé de celui du développement durable et du changement climatique.

Le sommet de Copenhague, fin 2009, n'a pas eu les résultats escomptés :

L'une des raisons de cet échec est le fait de ne pas avoir tenu compte de l'aspect stratégique relatif au changement climatique, notamment en matière de sécurité énergétique.

Ensuite, le fait d'avoir laissé la décision finale uniquement aux leaders politiques s'est révélé peu efficace.

Le changement climatique est un grave problème qui affecte toute l'humanité ; mais en ce qui concerne le processus de négociation, la solution est entre les mains d'un très petit nombre de leaders politiques. Il ne s'agit donc pas d'un problème de "cadre de négociation" mais du degré de volonté politique et de responsabilité des leaders dont les pays sont directement impliqués dans les émissions de GES (soit à peine une douzaine d'acteurs internationaux dont les principaux émetteurs de GES sont la Chine 21%, les États-Unis 20%, l'Union européenne 13%, la Russie 5%, l'Inde 5%).

Le principal échec de Copenhague est dû à l'accord passé entre les États-Unis et la Chine (G2) lors de discussions parallèles. Le "G2" a conduit la négociation avec les membres du BRIC (Brésil, Russie, Inde) sans que les Européens ou les pays en développement n'aient vraiment leur mot à dire.

Peut-on signer un accord international contraignant si les USA et la Chine (les deux principaux émetteurs de GES) n'y adhèrent pas ?

Certains reconnaissent que le leadership mondial (USA et Chine) conditionnera le succès ou l'échec des négociations post-Kyoto. D'autres, au contraire, estiment qu'il faut privilégier la « multipolarité ». Afin d'aboutir à un accord, comment convaincre les principaux émetteurs que réduire leurs émissions de CO₂, n'aurait pas d'impact sur leur croissance économique ?

En effet, ces pays présentent la double caractéristique d'être de grands pollueurs par leurs émissions de CO₂ et, à la fois, de grands importateurs d'énergie.

Intervention de Lourdes ARANDA BEZAURY, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères (Mexique).

Il est important d'analyser les raisons de l'échec de Copenhague. Lors du sommet de Cancún au Mexique, qui se déroulera du 29 novembre au 10 décembre 2010, il faudra parvenir à un accord afin de stabiliser la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Intervention de Stéphane LATXAGUE, Directeur Exécutif Surfrider Foundation, ONG Internationale.

Le changement climatique a une incidence non contestable sur l'Océan et les littoraux. Le développement exponentiel du transport maritime ou l'apparition de nouvelles voies

maritimes (notamment en Arctique) ont des effets irréversibles sur l'accélération et le réchauffement des courants marins.

La modification de ce courant marin, scientifiquement prouvée, n'est pas visible, ce qui explique pourquoi ce problème n'est pas assez pris en compte.

Le phénomène d'érosion du littoral qui touche la Hollande ou Venise en Italie est déjà visible. Confrontée au problème de la montée des eaux, la Hollande s'est résolue à abandonner du littoral tandis que la ville de Venise s'est lancée dans une course technologique afin de consolider ses bases.

Intervention de Guillermo MARISCAL AMAYA, Député Partido Popular (P.P) (Espagne).

Les conséquences du changement climatique touchent déjà le secteur du tourisme.

A cet effet, l'Espagne développe fortement sa politique en faveur des énergies renouvelables (énergie éolienne et photovoltaïque). Afin de réduire les GES, il est important de s'intéresser aux évolutions scientifiques et aux innovations dans le domaine de la nanotechnologie.

Intervention de Porfirio MUÑOZ LEDO, Député, Ancien Ministre, Président de la Commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée Nationale (Mexique).

Il est nécessaire de repenser notre dépendance aux énergies fossiles qui ne sont pas une solution à long terme. Les alternatives à la transition énergétique se trouvent entre les mains de certains lobbys énergétiques et des décideurs politiques.

Intervention de Mourizio

La question de l'eau est primordiale. La communauté scientifique s'accorde sur le fait que nous devons porter notre attention sur cette problématique. En effet, les préoccupations concernant le changement climatique portent essentiellement sur la question énergétique mais très peu sur la question de la raréfaction des ressources naturelles. La consommation durable de l'eau doit être considérée comme une priorité.

Intervention de Laura Thompson, Directrice Adjointe pour l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM).

Le problème des réfugiés climatiques est un sujet à prendre en considération le plus rapidement possible. L'exemple du Pakistan et du mouvement spectaculaire de sa population, touchée durant l'été 2010 par des inondations permet de nous rendre compte des dégâts liés au changement climatique. Il est indispensable de trouver des solutions autres que celles définies à Copenhague. Le multilatéralisme a déjà permis d'arriver à des accords efficaces dans le passé (ex : l'accord de non prolifération nucléaire). Il faut donc être optimiste pour le sommet de Cancún.

Intervention de Blanca Ovelar de Duarte, Ancienne Candidate Présidentielle (Paraguay).

La question du changement climatique met clairement en évidence un problème d'éthique: les pays qui produisent le plus de CO2 sont les mêmes qui refusent de signer des accords ou qui n'ont pas la volonté d'influencer positivement les décisions. Ce sont les pays les plus pauvres qui souffrent et souffriront le plus des conséquences du changement climatique. L'inaction et l'incapacité des grandes puissances à trouver des solutions accentuent les dégâts collatéraux, le plus souvent sur les pays les plus pauvres.

Intervention de José Manuel Hernandez, Partido Humanista (Pérou).

Le Pérou est le troisième pays le plus affecté au monde face au problème du changement climatique (fonte des glaciers, risque de stress hydrique, phénomène El niño ...). Si les pays en voie de développement ne peuvent pas se faire entendre sur la scène mondiale, il est possible d'agir à l'échelle locale par des actions concrètes (Ex : Objectif de réduire à 0% la destruction de forêt primaire d'ici à 2021 au Pérou).

Intervention de Luisa Maria Calderon, Ancien Sénateur PAN (Mexique).

Les contraintes énergétiques dictent les lois de la réalité économique: celui qui détient les ressources a le pouvoir de contrôle. Par conséquent, il est difficile d'arriver à des accords et à un consensus.

Rapporteur

Il s'agit de faire le deuil du Sommet de Copenhague mais il faut tenir compte de cet échec et s'appuyer sur celui-ci.

La géopolitique est au centre du débat sur le changement climatique. Les pays doivent composer avec de nombreux lobbys et des groupes de pression sur de nombreux sujets.

Du comportement de la Chine et des Etats-Unis à Cancún dépendront le succès des négociations.

Si la Chine prend en compte les questions climatiques, cela sera essentiellement en raison d'intérêts financiers et économiques.

Les solutions pour lutter contre le changement climatique ne viendront pas des hommes politiques mais plutôt des scientifiques dont les recherches sur les technologies propres (comme les énergies hydrauliques) et avancées (mécanique quantique, nanotechnologie...) constituent le principal facteur d'optimisme.

CONCLUSION DU 11^{ÈME} FORO DE BIARRITZ

Cérémonie de clôture présentée par Alberto PELAEZ, correspondant de TELEVISA en Espagne.

Marco ENRIQUEZ OMINAMI - Generación bicentenario

Pour les personnes du mouvement "Generación Bicentenario", la clé du développement global de l'Amérique latine est la mise en place d'une économie développée. Touchant au domaine climatique, M. ENRIQUEZ OMINAMI a fait part de l'importance de la biodiversité au sein de l'Amérique latine, et a regretté qu'en la matière les pays de la région n'aient pas la volonté suffisante pour prendre les mesures qui s'imposent.

M. ENRIQUEZ OMINAMI a également mentionné l'importance de l'éducation et a rappelé que la liberté de la presse était parfois bafouée en Amérique latine. Il a émis le souhait que les politiques menées dorénavant soient plus responsables, novatrices et efficaces, et a insisté sur la nécessité de construire une Amérique latine moins inégalitaire, plus prospère et qui ait des relations de coopération plus importantes avec l'Europe. Pour le mouvement "Generación Bicentenario", trois objectifs se dessinent :

- consolider le dialogue existant à travers de multiples espaces de réflexion,

- diffuser les discussions du Foro et impulser de nouvelles politiques publiques,
- définir un calendrier pour développer le processus d'intégration.

En cette année du bicentenaire de l'indépendance pour de nombreux pays latino-américains, le mouvement "Generación Bicentenario" a confiance en la politique pour construire un continent plus juste et plus prospère.

Horst GREBBE - Corporación Andina de Fomento

Selon Horst GREBBE, le format du Foro s'est amélioré cette année. Il a ajouté que le contexte de ce dernier Foro était très différent, et ce à cause de la situation économique actuelle.

Le représentant de la CAF a développé l'idée selon laquelle le cœur du dynamisme économique n'est plus dans l'Atlantique mais plutôt dans le Pacifique, ce qui va par ailleurs entraîner le déplacement du centre géopolitique de la planète. Il a ajouté que la crise économique mondiale qui affecte les milieux financiers et commerciaux pourrait se transformer en crise monétaire. M. GREBBE a fait le constat d'une mondialisation problématique et de l'absence d'une vraie gouvernance mondiale. Il a mis en garde contre la montée en puissance de la « société du risque ».

La communauté andine est en crise, a reconnu le représentant de la CAF, mais il a souligné que globalement l'Amérique latine traverse mieux la crise économique que l'Europe grâce notamment aux relations commerciales entre les pays latino-américains.

L'Amérique latine ne parle pas d'une seule voix, et il faudra s'y habituer selon M. GREBBE. Le continent a aujourd'hui moins d'intérêt commercial pour l'Europe, et en matière de coopération, les relations ont été meilleures dans le passé. Enfin, il a fait une distinction entre la situation de l'emploi en Amérique latine et en Europe, situation qui n'est selon lui pas comparable.

M. GREBBE a observé que, bien que la démocratie fonctionne, il ya un déficit de légitimité démocratique dans la gestion du pouvoir. Parlant également de la liberté de la presse, il a déploré le monopole médiatique dans certains pays, l'intervention directe du pouvoir dans les médias, et la situation critique de la profession des journalistes au Mexique.

José SERRA-Candidat à la Présidence du Brésil

L'ex-candidat, récemment arrivé du Brésil où son adversaire Dilma Rousseff venait d'être élue Présidente de la République, a commencé son long discours en langue espagnole en avertissant qu'il n'avait pas préparé une allocution structurée, mais qu'il voulait néanmoins s'épancher sur certains sujets importants pour l'Amérique latine afin que les européens puissent mieux appréhender la situation. José SERRA a ajouté que son pays, notamment à cause de son histoire, est un pays fermé, et que le Brésil n'a pas joué le rôle de leader qui aurait dû être le sien dans la région.

Il a estimé qu'il y avait au Brésil une tendance à la désindustrialisation évidente. Il a rappelé que tous les pays d'Amérique latine ont d'abord prospéré grâce à un modèle économique basé sur les exportations, et il a de plus expliqué le rôle qu'ont joué les gouvernements militaires dans les politiques de l'époque. Il a rappelé pourquoi l'économie du Brésil a pu être fermée dans le passé. José SERRA a épilogué sur les causes de la mauvaise transition du modèle de développement via les exportations vers le modèle qui se dessine actuellement, argumentant que cette situation était imputable entre autres à l'hyperinflation et aux crises pétrolières connues.

Le candidat brésilien a dit être déçu des faibles investissements opérés par le gouvernement précédent et a regretté la charge fiscale du pays. Il a qualifié la politique de Luis Inácio Lula Da Silva d'économie populiste de droite, particulièrement en matière de taux de change. Selon lui, la désindustrialisation actuelle du Brésil est imputable à la politique monétaire menée

jusqu'à présent. Parlant des Nouveaux Pays Industrialisés et de la Chine pour illustrer le modèle économique basé sur les exportations, José SERRA a estimé que le Mercosur n'était pas une véritable zone de libre-échange.

Faisant référence aux élections récentes, M. SERRA a déploré que les questions macro-économiques n'aient pas pu être débattues pendant la campagne ; « il faut gagner démocratiquement et gouverner démocratiquement », a-t-il dit, critiquant par ailleurs le modèle de « budget participatif », qui n'a jamais été selon lui appliqué au Brésil. Le gouverneur de Sao Paulo en a profité pour rappeler son action sur le plan de la sécurité lorsqu'il était maire de cette ville.

José SERRA a accusé les gouvernements précédents de ne pas avoir assez lutté contre le narcotrafic. Il a aussi critiqué le rôle des syndicats et une certaine politique, uniquement intéressée par le résultat dans les urnes. Il a également spécifié que la « bolsa familia » mise en place par le gouvernement précédent était en fait à l'initiative du gouvernement antérieur, et il a dénoncé l'emploi de cette mesure comme une arme électorale.

M. SERRA a en outre accusé le gouvernement brésilien de se rapprocher de dictatures telle que le régime iranien, lorsqu'il a été interrompu par un membre de la Fondation Zapata du Mexique qui était présente dans la salle et qui lui a crié « por qué no te callas », « pourquoi ne te tais-tu pas ! », à la façon du roi Juan Carlos d'Espagne lorsqu'il avait interpellé le président Hugo Chavez (11 novembre 2007, 17^e sommet ibéro-américain de Santiago du Chili).

Pour ponctuer son intervention, José SERRA a demandé aux européens plus de coopération pour lutter contre le trafic de drogue, et il a ajouté qu'il aurait aimé aborder tous ces thèmes pendant la dernière campagne brésilienne.

Luis Fernando ANDRADE FALLA, secrétaire général de l'Association des Etats des Caraïbes.

Le secrétaire général de l'AEC s'est d'abord félicité de la pérennité des discussions du Foro. Il a apprécié le rapprochement récent entre les gouvernements brésiliens et mexicains. Il a rappelé que le Président Lula a été un grand homme d'état, et que même si certains le qualifient de populiste, il faut néanmoins faire preuve de tolérance et de compréhension face aux processus de développement propres à chaque pays.

Luis Fernando ANDRADE FALLA a considéré que Cuba faisait aujourd'hui pleinement partie de l'ensemble latino-américain. Il a ajouté que la relation entre la zone LAC et l'Union européenne doit passer par les pays des Caraïbes. Il a également déploré l'oubli du CARICOM pendant les discussions du Foro, et rappelé que les pays membres de ce groupe, même s'il est en devenir, sont des acteurs économiques importants. Le secrétaire général de l'AEC a de plus invité les pays européens à donner plus de chances à leurs voisins outre-Atlantique, conseillant aux organisateurs du Foro de se rapprocher du Panamá et du groupe COPA pour qu'ils soient un pont pour l'Europe.

Teresa CUNILLERA, députée et première vice-présidente du Congrès des députés espagnols.

Mme CUNILLERA a tout d'abord rappelé que les deux pôles que constituent l'Amérique latine et l'Europe étaient des ensembles en construction. Au sujet du sommet de Madrid, elle a considéré qu'il y avait eu de minces avancées mais qu'elles étaient réelles. Elle a ajouté que, en cette situation de crise, la volonté de dialogue de l'Espagne n'avait pas changé, et elle a appelé à la création d'un espace de recherche et de développement propre aux deux ensembles.

Faisant référence au Foro de Quito, elle a remarqué que les inégalités homme-femme sont toujours aussi importantes en politique alors que beaucoup d'entre elles servent activement

leur pays. La salle a applaudi. « La démocratie est très difficile à atteindre » a-t-elle rappelé, et il faut donc être vigilant et la protéger, rappelant le bicentenaire des Cortes de Cadix. Mme CUNILLERA a conclu en insistant sur le fait que la liberté, le progrès et l'égalité étaient les clés pour avancer.

Temistocles MONTAS – Ministre de l'économie, de la planification et du développement (République dominicaine).

M. Montas a rappelé la grave situation actuelle en Haïti, ainsi que les promesses d'aide financière des états qui tardent à arriver. Il a regretté que beaucoup de projets de reconstruction ne puissent être menés à bien, et a demandé à la communauté internationale de réagir.

M. le Ministre a aussi dit combien le rôle de l'Europe dans la zone caraïbe était important, en évoquant les accords internationaux en vigueur avec l'Union européenne. Pour cimenter cette relation, le président de la République dominicaine a donc transmis à M. BOROTRA une invitation pour organiser le Foro en 2011.

Didier BOROTRA – Sénateur et Maire de Biarritz

M. BOROTRA a tout d'abord évoqué la mémoire du président Kirchner qui aurait du être présent à Biarritz. Revenant sur l'intervention de Mme Teresa CUNILLERA, il a promis que les femmes seront mieux représentées dans les futures réunions du Foro.

Le Maire de Biarritz a aussi insisté sur l'importance d'avoir dans ces rencontres un pluralisme d'idées, faisant allusion à la présence de José SERRA mais aussi de l'ancien conseiller pour les affaires extérieures du président Lula.

M. le Maire a remarqué le fort intérêt pour les ateliers politiques cette année, citant M. Manuel Marín qui disait que si la politique est au centre de toutes les décisions, elle ne peut pas tout et qu'il faut avoir foi en la Culture et en la Science.

Il a reconnu que la situation de l'Europe n'était pas la meilleure possible, mais que des efforts avaient été faits et qu'il ne fallait pas douter de la capacité de l'Europe à se développer et à surmonter les difficultés actuelles.

Au sujet du narcotrafic, M. BOROTRA a plaidé pour une coopération entre les deux pôles, car l'Europe est bien souvent le client de l'Amérique latine dans ce domaine.

En matière de démocratie, M. le Maire a insisté sur l'importance du débat public de nos jours car, selon lui, l'opinion de la « rue » se fait de plus en plus claire et audible. Les débats du Foro forment donc un espace d'échanges privilégié.

Les derniers mots de Didier BOROTRA furent pour les pays des Caraïbes, qu'il considère comme des acteurs politiques aussi importants que les autres. Il a pris acte de l'invitation dominicaine pour le Foro de l'année prochaine, sous réserve d'être acceptée par les membres décisionnaires du Foro de Biarritz.
